

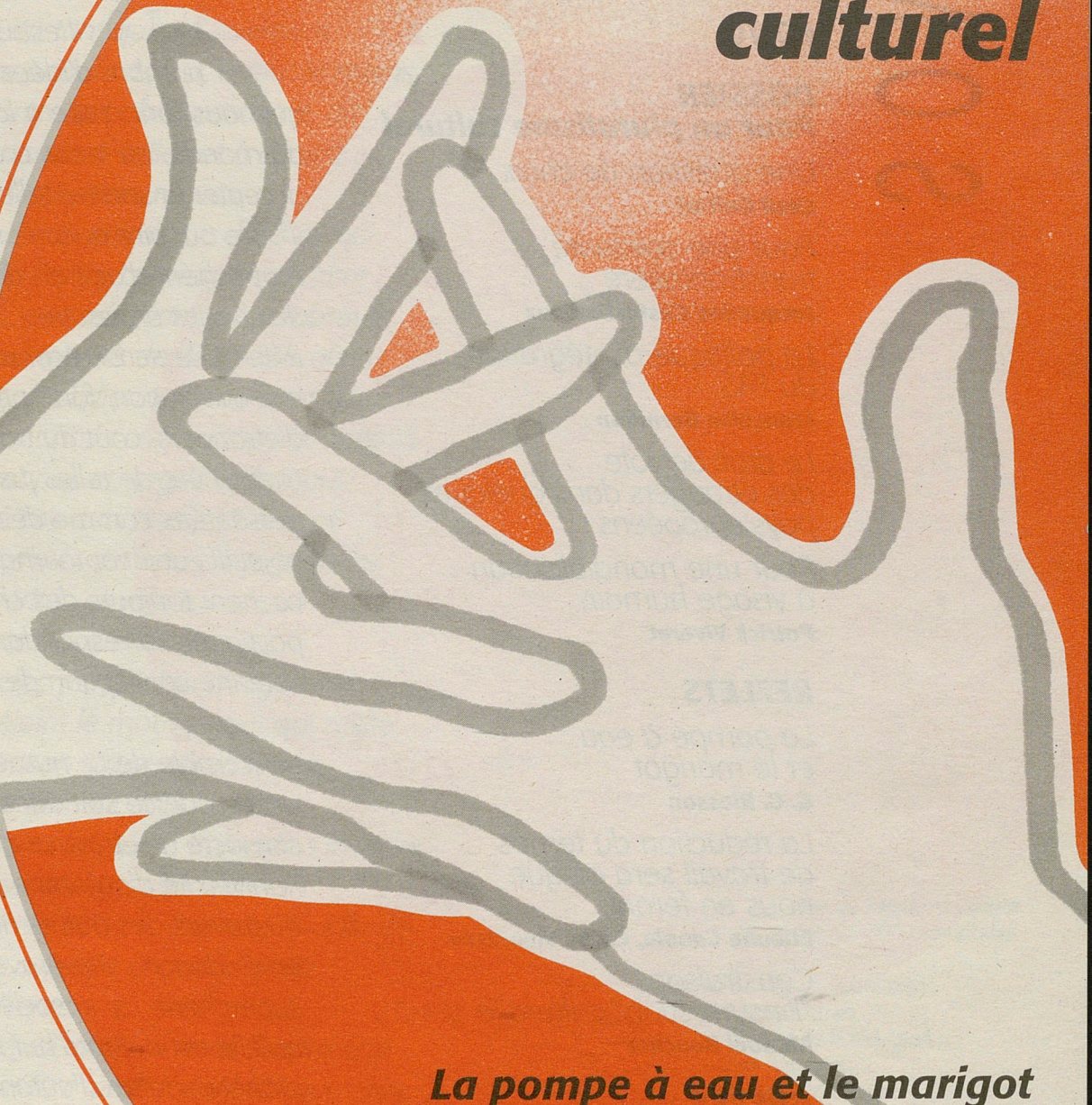
peuple et culture

numéro 18 - décembre 1997

Dossier Université d'automne 97

Pour un pluralisme culturel

la lettre de



***La pompe à eau et le marigot
La réduction du temps de travail
sera ce que nous en ferons
Construisons l'insurrection culturelle***

SOMMAIRE

ÉDITO

2-3

DOSSIER

Pour un pluralisme culturel

Une question de choix

4-7

Cécil Guitart

Pour une solidarité
transfrontalière

8-13

Jacqueline Costa-Lascoux

La politique d'intégration
du FAS

12

Françoise Bernillon

Le droit de vote
des étrangers dans quelques
pays européens

14

Pour une mondialisation
à visage humain

15-21

Patrick Viveret

REFLETS

La pompe à eau
et le marigot

22-24

G. G. Blesson

La réduction du temps
de travail sera ce que
nous en ferons

25-27

Etienne Canale, Cathy Vivodtzev

Construisons

"l'insurrection" culturelle

28-29

Manuel Boucher

BREVES

30-31

SALUT FRED THÉBAUD

31

Jean-François Chosson

ÉDITO Il est un certain nombre d'idées reçues qui nous font croire à la fatalité du monde, qui nous conduisent à accepter la société telle qu'elle s'offre ou, pire encore, nous empêchent d'agir en désignant des boucs émissaires. Pêle-mêle : crise économique, mondialisation, forte présence d'étrangers, coût du travail, etc. Or derrière de telles justifications présentées comme des faits objectifs et incontournables, se cachent toujours des choix politiques correspondant à une certaine conception de la société.

L'ensemble de ce numéro de La Lettre, que ce soit dans le dossier consacré aux travaux de l'Université d'automne 1997 ou au travers des autres articles, met en évidence cette grave supercherie : si la société est telle qu'elle est aujourd'hui, si la planète souffre d'autant de maux, ce n'est pas dû à une fatalité venue d'en haut, mais plutôt parce que les hommes (en particulier ceux qui ont le pouvoir et l'argent et qui veulent les conserver) en ont décidé ainsi.

Notre rôle, en tant que mouvement d'éducation populaire, est, à tout le moins, de lutter contre cet obscurantisme, de donner la parole à celles et à ceux qui combattent ces idées reçues.

Et, petite note d'optimisme dans ce qui pourrait apparaître comme un sombre tableau, ils sont relativement nombreux. Avec eux, au travers de nos publications mais aussi, quotidiennement, dans la manière dont nous concevons nos actions de terrain et nos engagements, nous dénonçons ces analyses partiales et partielles qu'on veut nous faire prendre pour des vérités absolues.

Tout comme nous dénonçons les massacres perpétrés en Algérie, et avons rejoint le mouvement qui milite pour la création d'une commission d'enquête internationale.

Afin de ne pas laisser la barbarie s'installer, ni celle des intérêts supérieurs de l'économie et de la finance, ni celle de la violence aveugle et quotidienne. Ni ici, ni ailleurs.

C'est pourquoi, aussi, il nous faudra être vigilants sur la manière dont les autorités françaises sauront, ou pas, dans l'application des nouvelles mesures législatives sur l'immigration et le droit d'asile, accueillir celles et ceux qui auront choisi l'exil plutôt que la mort ou la menace permanente.

La Lettre de Peuple et Culture.
N° 18 tiré à 2 000 exemplaires.

Directeur de publication :
Maurice Lefeuvre
Conseillère de la rédaction :
Corinne Baudelot
Secrétariat de rédaction
et maquette :
Catherine Beaumont
Illustrations : Hondo
Impression : Autographe, Paris 20^{ème}
ISSN : 1259-2331

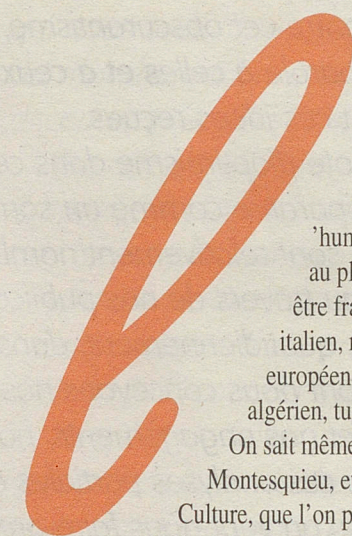
Peuple et Culture
108-110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : 01 49 29 42 80
Fax : 01 43 57 62 42
E-mail : unionpec@imagnet.fr

Pour un pluralisme culturel

Le thème de l'Université d'automne 97 de Peuple et Culture nous invitait à une réflexion collective sur les conditions du "vivre ensemble" dans une société qui fasse place à chacun et qui soit ouverte à la multiplicité culturelle.

Le présent dossier rend compte des travaux qui ont été menés et qui posaient donc la question plus globale du modèle de société - celle dans laquelle on vit et celle pour laquelle on milite - que ce soit à l'échelle hexagonale ou à l'échelle mondiale.

1 - Dans le programme de l'Université d'automne, un atelier et une soirée de lecture de textes étaient centrés sur Les Lettres persanes.



L'humanité se décline au pluriel : on peut être français, allemand, italien, russe, bientôt européen. On peut être algérien, tunisien, malien. On sait même grâce à Montesquieu, et à Peuple et Culture, que l'on peut être persan ! Si l'homme n'est qu'un, les nations et les cultures sont multiples... et à l'intérieur d'un même peuple ou d'une même nation, les hommes appartiennent à des groupes divers... L'atelier *Culture urbaine, culture rurale* nous a montré à quel point la distinction entre les deux cultures peut être forte et l'intégration dans l'une ou l'autre difficile ! Il en va souvent de même entre générations ou même entre les hommes et les femmes. C'est la raison pour laquelle le thème choisi pour notre université d'automne s'est voulu volontairement ample : *Pour un pluralisme culturel*. Si la formule ouvre a priori un angle d'approche si large, c'est que nous ne voulions pas enfermer le débat **seulement** dans la crise de l'intégration ou les "balcanisations" sociales et culturelles de notre société, ou encore, parler de l'impuissance du modèle républicain assimilateur. Sans renier ces thèmes, nous avons voulu les dépasser en élargissant le spectre, c'est-à-dire en les traitant à l'aune du transfrontalier et de la mondialisation (les deux conférences nous ont bien aidés à atteindre ces objectifs).

Pour revenir à Montesquieu, auquel nous avons rendu hommage dans un atelier, il professe, dans *L'Esprit des lois*, et dans un style inimitable, que : « Plusieurs choses gouvernent les hommes : le cli-

Une question de choix

mat, la religion, les lois, les maximes de gouvernement, les exemples des choses passées, les mœurs, les manières, d'où il se forme un esprit général qui en résulte. ».

Il en découle deux conceptions de la culture et de l'idée que l'on peut se faire de l'intégration :

- L'une qui intègre, et renvoie au domaine où se déroule l'activité créatrice de l'homme. Cela rappelle Goethe pour qui l'art et la science appartiennent au monde entier. Goethe qui s'étonne des affinités qu'il découvre entre un vieux roman chinois, sa dernière épopée et les romans de l'Anglais Richardson. Il y a des lieux - les **livres** - où l'humanité peut avoir raison de son morcellement et de sa multiplicité.
- L'autre qui **exclut**, qui correspond à l'esprit du peuple auquel nous appartenons (le sentiment d'appartenance à un peuple, une nation), et qui imprègne nos pensées, nos vies quotidiennes. C'est par exemple une France telle que la décrit Régis Debray : « Un souvenir d'enfance, une façon de s'y prendre avec les chauffeurs de-taxi, les garçons de café, le regard des filles, le temps qui passe... ». Dans cette France-là, ni Djamila, ni Milan (Kundera), ni davantage Julio (Cortazar) ne peuvent être français jusqu'au "bout des ongles". Si l'on n'était français **que** par imprégnation, ils ne le seraient jamais !

Nous sommes tous partagés par cette singulière contradiction (l'histoire montre que c'est le cas depuis que le monde existe) :

- soit nous intégrons / on nous intègre,
- soit nous excluons / nous sommes exclus.

Mais il ne faut pas se laisser enfermer dans cette alternative : la célébration de la communication universelle ou la différence dans ce qu'elle a d'intransmissible ; la France du terroir ou la France terre d'asile.

Pour cette Université d'automne, le comité de pilota-

ge a mis au point une méthode de travail visant à faciliter un repérage des expériences en cours au sein du réseau Peuple et Culture, et des entrées thématiques à partir desquelles ces pratiques sont analysées. Ce travail d'interrogation et de réflexion s'est fait dans six ateliers et dans deux conférences.

L'atelier *Culture urbaine, culture rurale* s'est interrogé sur la distinction et les différences entre ces deux environnements : après avoir fait le constat que la culture urbaine sur-déterminait la culture des quartiers et du monde rural, le groupe adopte une attitude alternative (changement de paradigme) en proposant :

- de replacer l'homme au coeur du système économique (en étant attentif aux émergences, en veillant aux cohérences - personne, projet, territoire - et en développant un mode de consommation citoyen),
 - d'oeuvrer pour un décloisonnement et une mise en cohérence des réponses (démarginaliser les dispositifs, mettre les corporations en question, construire de nouveaux réseaux),
 - de faire de la coopération décentralisée (niveau local, national, international) avec les pays du Sud,
 - de revoir les politiques d'aménagement / réaménagement du territoire (adéquation entre l'aménagement du territoire et le développement local),
 - d'instituer le droit de vote et d'éligibilité des étrangers,
 - d'abroger les lois Pasqua/Debré,
 - de favoriser l'émergence de nouvelles offres culturelles et de faciliter leur communication vers la culture dominante,
 - de préserver la qualité des sites naturels et des espaces urbains tout en permettant leur découverte par la rencontre.
- Bref, habiter autrement notre espace et notre temps. ● ● ●

● ● ● L'atelier *Initiation économique* constate une impuissance face aux enjeux macro-économiques. Il se donne pour objectif de comprimer l'expansion de la sphère économique pour reconquérir la sphère de l'intérêt collectif et celle de la vie, et, pour moyens :

- des actions citoyennes individuelles (autres façons de consommer : boycott/pétitions),
- des actions citoyennes collectives (interpeller les médias, créer des méta-réseaux, favoriser l'émergence de systèmes économiques alternatifs, de type SEL).

L'atelier *Art et culture(s)* s'est demandé comment investir autrement et ailleurs sur des valeurs qui existent déjà : par exemple celle de notre trilogie républicaine Liberté, Égalité, Fraternité. Il préconise, par l'exercice de pratiques artistiques valorisant les autres cultures :

- de faire pour comprendre,
- d'éveiller les curiosités,
- de continuer à faire des universités d'automne,
- de décloisonner la société,
- de dépasser les peurs.

Dans l'atelier *Comment peut-on être persan ?*, le groupe prend conscience que ce n'est pas par hasard, qu'après avoir travaillé un texte à caractère universel, il soit apparu :

- qu'il fallait résister à l'"aplanissement culturel", où tout se vaut, et qu'il faut, dans les oeuvres, être exigeant aussi bien sur la forme que sur les contenus,
- que la langue est un véritable facteur d'identité, de caractère communautaire,
- que l'écriture et la lecture publiques devraient constituer des pratiques culturelles fortes.

L'atelier *Démocratie locale et résidents étrangers* propose cinq modes d'actions à promouvoir :

- affirmer la revendication du droit de vote des résidents étrangers et, pour ce faire, réfléchir aux étapes et aux outils pour y accéder (en particulier, faire alliance sur ce sujet avec d'autres mouvements d'éducation populaire),
- oeuvrer à la formation de tous les citoyens (habitants de la cité) dans l'exercice de la démocratie,
- assurer un rôle d'interpellation et de proposition auprès des élus politiques et des institutions en garantissant la prise en compte des revendications des habitants,
- favoriser l'accès des résidents étrangers aux responsabilités associatives,
- veiller à l'application de la loi, notamment de la loi anti-raciste.

L'atelier *Les chemins de l'interculturel* propose :

- la création d'un forum de réflexion sur l'intercultu-

rel et l'international à partir des pratiques de Peuple et Culture (ayant pour point de départ l'Europe et s'ouvrant progressivement au reste du monde),

- un travail plus spécialement marqué sur les enjeux et les transferts (construire l'Europe, enrichir le local),

- la saisie au vol du moment historique que représente le projet "Agenda 21 - local", dans la continuation de la conférence de Rio (1992)¹.

Ces ateliers ont été enrichis par les contre-points de deux conférences sur lesquelles je dirai :

pour la première, qu'elle a constitué une interpellation aiguisée sur nos (dangereux) déficits en matière de politiques migratoires et d'intégration, pour la deuxième, un implacable réquisitoire sur les logiques de pouvoir et de possession qui risquent de transformer l'abondance et la réduction du temps de travail en cauchemar.

Ateliers et conférences ont mis en évidence un rétrécissement des marges de manoeuvre - « *On ne peut plus se payer le luxe de rejeter la société comme dans les années 70, vingt ans après c'est elle qui nous rejette* », dit Jean-Michel Borie (IFAD Espérazza) - et ont ouvert la mise en œuvre de quatre chantiers :

- Dans le champ de l'intégration économique d'abord, conséquence des politiques financières, agricoles, industrielles, européennes et mondiales, « *Malgré une productivité 8 fois plus grande aujourd'hui qu'en 1930, et un temps de travail réduit, ces bonnes nouvelles risquent de se transformer en cauchemar s'il n'y a pas de révolution mentale. Nous risquons une dépression nerveuse de nature universelle.* », affirme Patrick Viveret.

- Dans le champ culturel et social, pour en finir avec le découpage actuel : culturel pour les classes aisées, socio-culturel pour les classes moyennes, social pour les pauvres, humanitaire pour les exclus.

Alain Finkelkraut proclame que nous allons « *vers une société multi-culturelle... où chaque peuple a sa responsabilité culturelle. Dès lors que l'on proclame une égale dignité à toutes les cultures, il semble difficile de ne pas les faire coexister... C'est pourquoi, le contexte nouveau créé par l'immigration est en train de transformer notre univers familial en société pluriculturelle...* ».

- Dans le champ politique. Après l'intervention de Jacqueline Costa-Lascoux, nous nous demandons quelles sont les considérations politiques qui empê-

¹ - Il s'agit de mettre en place, au niveau local, un vaste programme permettant à la population d'inventer l'avenir dans la société civile à partir d'une problématique de l'environnement, de jeter les bases pour une pédagogie d'auto-apprentissage collectif sur ce thème.

chent nos professionnels de la politique d'aborder la question de l'immigration sous l'angle de la solidarité. Nous ne pouvons nous résoudre à penser que seuls des impératifs médiatiques et électoraux soient la cause d'une politique !

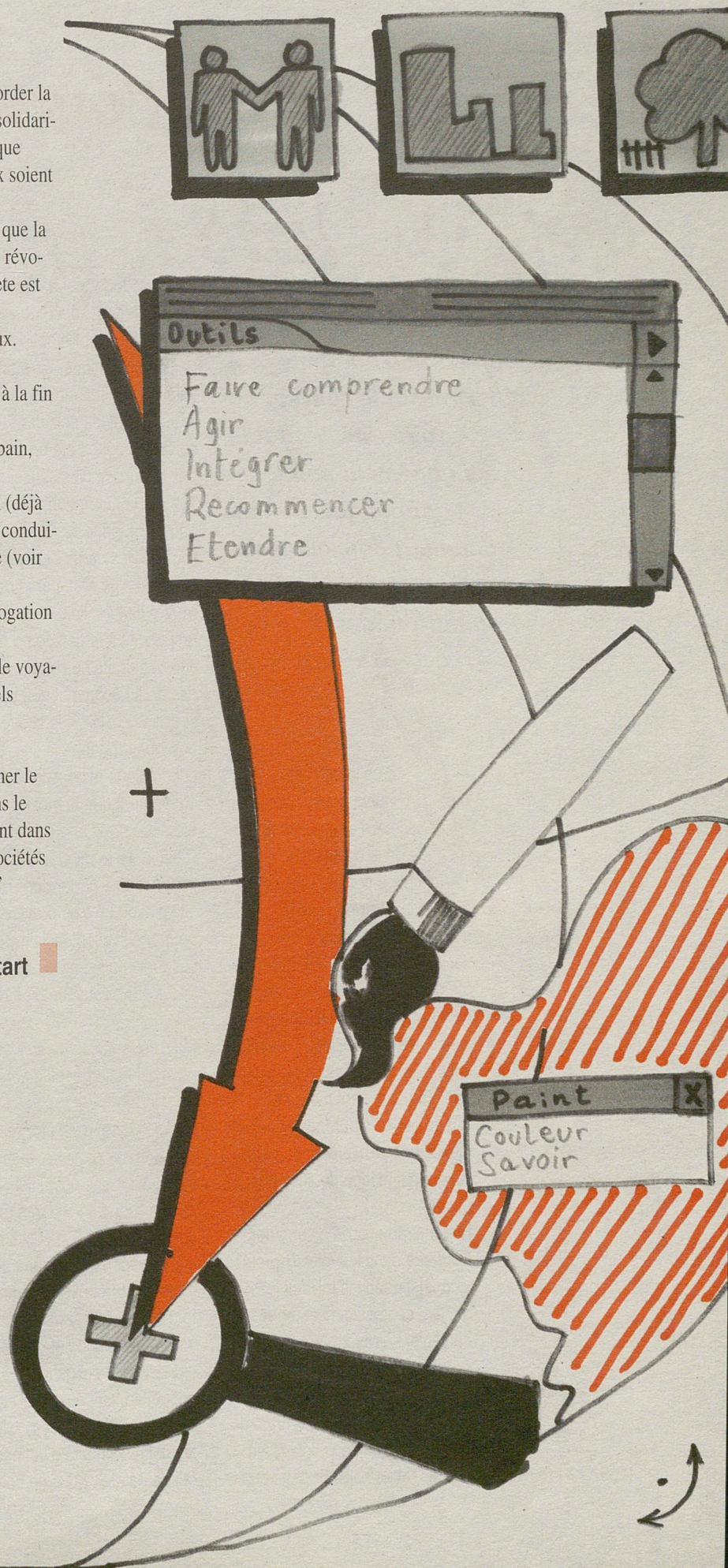
• Dans le champ international, enfin, « le fait que la terre soit ouverte, que nous entrions dans une révolution informationnelle à l'échelle de la planète est aussi une bonne nouvelle » qui nous suggère l'ouverture urgente de chantiers internationaux.

Ce sont ces quatre axes que nous retiendrons à la fin de cette Université d'automne :

- celui de l'intégration **économique** (rural/urbain, pays industrialisés/en développement),
- celui de la **culture** pour tous et pour chacun (déjà engagé depuis l'Université de Sète) qui nous conduira sur le chemin de "l'insurrection" culturelle (voir pp. 28 et 29),
- celui de l'imprégnation **démocratique** (abrogation des lois Pasqua/Debré, vote des étrangers),
- enfin, celui **des relations internationales** (le voyage et la coopération comme vecteurs potentiels d'ouverture au multiculturel).

Quatre axes pour préparer ensemble l'avenir, « c'est-à-dire des sociétés qui sachent combiner le "tout qualité", que certains vont chercher dans le rural et le "tout quantité" que d'autres trouvent dans les villes. » (Daniel Tanguy), ou encore des sociétés transformées par des "coopérateurs ludiques" (P. Viveret).

Cécil Guitart



Pour une solidarité transfrontalière

Jacqueline Costa-Lascoux*
nous a proposé lors de
l'Université d'automne une
réflexion sur le concept de
solidarité, véritable
engagement politique.
Sur la question de
l'immigration, elle nous
a invités à inverser la logique,
en partant des droits de
la personne.

La solidarité est une valeur constitutionnelle. En effet, le préambule de la constitution de 1945 la pose comme une valeur qui doit inspirer nos lois et, notamment, les législations sociales. On trouve le mot solidarité dans le préambule, comme on y trouve les principes de non-discrimination, de laïcité. La difficulté c'est que nous ne savons pas bien comment mettre en œuvre cette valeur face à la complexité des problèmes, en particulier en situation de crise économique.

Historiquement, on a su parler de solidarité dans les milieux professionnels, dans les milieux idéologiques, confessionnels, entre coreligionnaires, entre camarades, compagnons, on a su parler de solidarité au niveau régional. Dans d'autres pays, on parle beaucoup plus de solidarité en termes raciaux. En France, on a

peu l'habitude, par exemple, de voir un "black" appeler un autre "frère". Ainsi, notre notion de solidarité est politique. Il s'agit d'une valeur constitutionnelle qui inspire les lois et les politiques sociales ; cela a été un élément très important de discussion en 1945, à la Libération : comment passer du principe formel de l'égalité des droits à un principe d'égalité plus réel, par la mise en œuvre de la solidarité ? Cela correspondait à la deuxième génération des droits de l'homme, celle des droits économiques et sociaux. En 1789, la citoyenneté politique, en 1945, la citoyenneté économique et sociale. C'est à ce moment que le mot de solidarité entre dans le préambule. C'est aussi le moment où l'on commence à parler de la nécessité d'avoir un Etat providence pour que l'action sociale, l'action culturelle puissent rendre l'égalité des droits beaucoup plus réelle.

Mais cette notion de solidarité n'est ni la charité, ni la cohésion sociale.

Etre solidaire, c'est être responsable, entrer dans un engagement, avoir une obligation, être lié par un acte. La solidarité renvoie à la notion d'un lien social fondé sur la responsabilité, une communauté d'intérêt et une communauté d'action. Elle suppose une inter-dépendance et une réciprocité dans les obligations. On agit ensemble, on construit l'intérêt commun, on définit les obligations. La solidarité n'est pas un fait de nature : nous ne naissons

pas solidaires, nous le devenons. C'est un véritable engagement politique assorti de l'obligation de ne pas porter atteinte à l'intérêt commun et de ne pas desservir l'autre.

Michelet disait qu'en France, la nation est une grande solidarité parce que c'est la communauté des citoyens. Cette idée de communauté des citoyens, d'une solidarité citoyenne, renvoie à la notion de politique de droits communs, d'égalité de traitement, c'est bien celle qui sous-tend, théoriquement, notre conception des droits de l'étranger résidant en France.

Voilà pour les principes. Ces derniers nous placent dans une situation un peu particulière par rapport à d'autres pays européens qui mettent en premier la cohésion sociale.

Ce n'est pas anodin, d'ailleurs, que le gouvernement français soit passé de la notion de solidarité à celle de cohésion sociale. La cohésion sociale c'est l'adhérence, l'agrégation, la connexion, l'homogénéité. C'est ordonner pour créer un lien, établir un rapport étroit entre les parties. Mais quand on regarde la définition du dictionnaire, cohésion signifie absence de contradiction, de disparité entre les parties, c'est-à-dire nous faire tenir ensemble mais en refusant le conflit, en refusant l'idée qu'il n'y a pas forcément communauté d'intérêts. C'est le contraire de la notion d'intérêt général qui se construit et n'existe pas a priori. C'est la raison pour laquelle la solidarité

ne peut pas être imposée d'en haut : elle doit être favorisée, elle doit être une valeur qui inspire nos politiques alors que la cohésion sociale peut parfaitement être imposée (comme certains régimes totalitaires ont su le faire). Très souvent cette notion de cohésion sociale masque celle de conflit, de rapport de force, c'est une façon de faire comme si nous vivions sur le consensus. C'est d'ailleurs au moment où on a parlé de consensus qu'on a parlé de cohésion sociale, c'est au même moment, aussi, qu'on a voulu parler de l'exclusion. Il y a des logiques qui sont à l'œuvre, les mots ne sont pas anodins.

La solidarité, ce n'est pas non plus la charité qui, elle, est une vertu : le fait d'aimer son prochain, la bienfaisance, la fraternité avec une certaine miséricorde. Dans son versant un peu négatif, la charité c'est la complaisance, la condescendance, la philanthropie, la pitié, le paternalisme. On fait la charité, on ne fait pas la solidarité.

Entre les deux, un nouveau terme est apparu, celui d'humanitaire. C'est une façon de montrer qu'on appartient tous à la même espèce (idée d'universalité), qu'on se porte secours parce qu'on fait tous partie de la même espèce. Trop souvent, cependant, l'humanitaire est lié à une vision condescendante des pays riches vis-à-vis des pays pauvres, une vision un peu charitable.

Or, l'immigré est le plus souvent l'objet de notre condescendance, de notre paternalisme, il est dans

un rapport de domination, de discrimination, de clientélisme et c'est pour cela, peut-être, que si souvent on n'exprime pas notre solidarité à l'égard des immigrés. On a des moments charitables où tout d'un coup on rappelle qu'on a une cohésion sociale et on fait appel à des valeurs qui lui sont parfois extérieures, qui ne font pas partie de sa propre histoire pour mieux éviter les conflits. A ce moment-là on glisse très vite aux politiques de sécurité.

Où en est-on aujourd'hui ?

Un événement historique - les lois sur le code de la nationalité et l'immigration - nous oblige à un devoir de réflexion.

Or, dans les commentaires actuels, on mélange beaucoup de choses : la régularisation de personnes qui sont dans le non-droit, de personnes qui sont dans des situations d'exploitation (peut-on parler d'immigrés s'agissant de personnes qui travaillent dans des sous-sols de pavillons de banlieue et qui ne savent même pas dans quel pays elles sont ?), la politique de l'immigration, etc. On s'aperçoit, en fait, qu'il n'y a pas de débat, qu'on donne l'illusion de refaire une loi, alors qu'on ne touche pas aux législations précédentes, on se sert de l'immigration, de la nationalité, de façon emblématique. Et pourtant, à tous les niveaux de la présence des étrangers sur notre sol - pourquoi ils sont là,

comment ils sont venus et comment on les reçoit, comment on les exploite ou comment on leur reconnaît des droits, ce qu'est la politique d'immigration aujourd'hui, ce qu'est la nationalité/citoyenneté, comment passer à des politiques d'emploi et de logement qui arriveraient à combattre les discriminations les plus flagrantes -, on est bien renvoyé à une interrogation sur notre type de solidarité.

Or, malheureusement, nous avons des réponses totalement inadaptées et de plus en plus anachroniques. Quels sont ces anachronismes des politiques migratoires ?

Quelle est la réalité aujourd'hui ? 400 millions de personnes par an, environ, viennent sur le territoire français : elles passent, sont en transit, pour trois jours, une semaine, en tant que touristes, artistes, sportifs, travailleurs, etc. En est-on encore à discuter de l'ouverture et de la fermeture des frontières ? Non, ce serait d'ailleurs totalement anticonstitutionnel d'envisager la fermeture des frontières, par rapport à l'Europe, mais aussi parce qu'on ne ferme les frontières que quand on est dans un état d'urgence. Ce n'est pas un problème physique, c'est un problème de prise en compte des raisons pour lesquelles les gens vont traverser les frontières et se retrouver sur le sol français. Les frontières, aujourd'hui, sont politiques, elles ne sont plus physiques. Or, justement, ce qui caractérise notre époque c'est la mobilité ● ● ●

* Jacqueline Costa-Lascoux est chercheuse en science politique au CEVIPOF. Ce texte est la retranscription de son intervention. Il est publié ici sous réserve d'éventuelles remarques de son auteur.

● ● ● internationale pour des raisons les plus diverses, sous des formes, des rythmes, des ampleurs, des concentrations qui sont tout le temps en train de bouger. Nous avons des migrations tournantes, des migrations alternantes, des norias, des diasporas, des migrations de santé, des migrations dues à des circuits touristiques, etc. Rien n'est plus stupide que de poser, pour une gestion administrative

par exemple, la question du nombre d'étrangers en France. Le problème n'est pas le combien au sens global. Comme disent les Italiens, l'arrivée de 15 000 Albanais en une semaine destab

lise beaucoup plus un Etat que huit fois plus d'Albanais en une année. Le fait d'avoir des gens qui viennent se faire soigner en France ne pose de problème à personne, comme le fait qu'il y ait des étrangers qui travaillent dans nos entreprises et que réciproquement on ait des entreprises délocalisées.

Nous sommes dans un monde de mobilité. Ce qui est important c'est de savoir comment ces mobilités accentuent les inégalités. Ainsi, plus vous êtes instruit, plus vous avez le pouvoir économique, plus vous avez un pouvoir médiatique, plus vous êtes mobile. Au contraire, plus vous êtes pauvre, plus vous êtes fixé au sol, plus on vous contrôle, plus on vous interdit de bouger. Quand on regarde les chiffres, l'immense majorité des étrangers qui passent sur le sol français ne sont pas des immigrés.

Plus vous êtes instruit, plus vous avez le pouvoir économique, plus vous avez un pouvoir médiatique, plus vous êtes mobile. Au contraire, plus vous êtes pauvre, plus vous êtes fixé au sol, plus on vous contrôle, plus on vous interdit de bouger.

Pourquoi donc cette fixation ?

Plus vous facilitez la circulation des personnes, moins il y a de flux migratoires. Quand les Portugais sont devenus des communautaires avec la liberté de circulation, ils n'ont plus été des immigrés, ils ne se sont plus considérés comme des immigrés ; ils sont d'ailleurs beaucoup moins sortis du Portugal et quand ils l'ont fait c'était avec des contrats de travail.

Quand le mur de Berlin est tombé, tous les pays de l'Est ne se sont pas déversés.

Certains ressortissants de ces pays sont venus travailler quelques mois (ils gagnent l'équivalent de trois années de salaire), ils sont

retournés dans leur pays avec des biens de consommation, ils ouvrent même des marchés pour les pays occidentaux, de même que les Vietnamiens ou les Chinois retournent maintenant dans leurs pays, ils font tout un circuit, ce qu'on appelle des diasporas. L'avenir est dans les diasporas internationales, des relations avec tous les pays. Ce qu'on appelle immigration est aujourd'hui résiduel. Plus on établit des situations d'égalité statutaire et de circulation, moins on a de flux migratoires.

A l'inverse, maintenir un certain type d'inégalités veut dire que l'on a une façon de regarder l'autre en fonction de son origine qui fait que, comme dans l'asile politique, on ne traite plus la personne en tant qu'individu mais on la met dans une catégorie en fonction de son Etat d'origine. On est dans

une situation absurde en Europe ; toute l'Europe est en train de s'enfoncer dans la répression (cf. la préférence communautaire qui vient d'être introduite en Hollande pour le logement et pour l'emploi) : on s'enfonce dans la répression, mais vis-à-vis de certains étrangers seulement, avec une idée de sélection. Les immigrés, ce sont ceux à l'égard desquels on va décider, à leur place, de modes d'installation, de fixation, de séjour, d'éloignement, au moyen de catégories dans lesquelles ils peuvent de moins en moins entrer. C'est ça l'absurdité : dans le but d'être dissuasif à l'égard de ces étrangers, on pose des catégories institutionnelles auxquelles ils ne pourront pas répondre en leur demandant des types de preuves qu'ils n'auront jamais. Et on crée les sans-papiers. Il s'agit d'une réponse inadaptée. Nous avons des catégories mentales qui refusent la mobilité à certains, qui refusent l'appropriation des savoirs, de l'information à certains, qui refusent aussi la possibilité de choix à certains.

Peut-on changer notre regard, peut-on faire autre chose, peut-on arriver à une autre vision des choses ?

Avoir un autre regard qui prenne en compte la réalité, qui analyse lucidement les causes des inégalités et qui nous renvoie, dans le miroir, notre propre paternalisme, notre propre condescendance et la façon dont nous avons tendance à perpétuer les liens de domination (dans l'histoire de la charité, être généreux sporadiquement à l'égard des pauvres, cela fait du bien, cela conforte dans la position de supériorité).

Pour avoir travaillé pendant plusieurs heures avec Jean-Pierre Chevènement, je peux dire que

quand on annonce une autre vision de la politique migratoire, on n'a pas un refus de principe, mais un refus de prendre des risques sur le plan électoral. Cette autre politique consisterait à essayer de savoir pourquoi on se focalise sur l'immigration clandestine à partir des clandestins victimes des filières de trafiquants. Il est possible de remonter aux donneurs d'ordres, de lutter contre les trafiquants, de se sentir responsable, quand on est dans un pays qui se veut démocratique, du fait que dans des secteurs entiers de l'économie on n'applique pas le droit du travail. Et l'on sait que la meilleure façon d'être dissuasif à l'égard des trafiquants, c'est de les atteindre, eux, et au porte-monnaie, et de les obliger à appliquer le droit du travail. Or plus vous renforcez la répression contre les clandestins, plus vous mettez des conditions, plus vous établissez des catégories de séjour auxquelles ils ne pourront pas répondre puisqu'ils entrent sans papiers, plus vous faites monter les prix, la surenchère au bénéfice des trafiquants. Une lettre à Paris écrite par un écrivain public pour demander une régularisation, c'est 2 500 F ; un carnet à souche de fausses fiches de paie pour un an, c'est 3 000 F. On sait tout cela, on connaît les endroits. Nous avons tous les moyens d'être le plus dissuasifs, le plus efficaces possible mais, symboliquement, on fait des lois pour ceux qui sont en situation irrégulière. On peut lutter contre les trafics, les formes d'exploitation, on peut aussi lutter contre notre façon de victimiser l'immigré. Pourquoi est-ce qu'on parle tant du Front national, pourquoi est-ce qu'on parle tant de la lutte anti-raciste en reprenant les catégories racistes ? Il y a une véritable analyse du signe critique à ● ● ●

Question à Jacqueline Costa-Lascoux

Vous dites que vous êtes parvenue à un certain nombre de réflexions qui permettraient d'apporter des solutions. Vous parlez de votre séance de travail avec Jean-Pierre Chevènement et du fait que, pour des raisons politiques, rien ne sera modifié. J'aurais espéré que les hommes de gauche aient plus de courage. N'avez-vous pas les moyens d'interpeller les responsables médiatiques sur ces questions pour que de tels débats aient lieu dans les médias nationaux ?

Il y a une minimisation complète par le pouvoir politique de la situation des étrangers : on multiplie les rapports, les experts... jusqu'à ce qu'il y ait des événements. C'est un problème de fonctionnement démocratique : le temps de l'intégration et des politiques migratoires n'est pas le temps des politiques, des élus, ni le temps des médias. Ces logiques à l'œuvre perturbent le climat général. J'ai proposé la création d'une commission sur l'immigration présidée par Robert Badinter, mais cela a été refusé. La régularisation proposée n'en est pas une. C'est très grave quand on en arrive à utiliser les termes de façon médiatique en faisant le contraire, quand on refuse le débat.

Mais je ne suis pas entièrement pessimiste, il y a de nombreuses mobilisations, de nombreuses initiatives. Je travaille beaucoup dans la région parisienne et je me rends compte que le plus grave, actuellement, c'est l'humiliation. Mon travail est à la fois un travail de militante, de citoyenne et de fraternité. Le plus important consiste à partir des revendications, à donner la parole à ceux qui ont des revendications. C'est très intéressant de voir comment de jeunes musulmans posent leurs revendications, très diverses, avec des suggestions qui à chaque fois vont dans le sens d'un progrès. En partant des revendications, on arrive aux conflits d'intérêt. Il n'y a pas d'Islam, mais des musulmans qui, dans ce pays, ont envie d'exprimer différemment leurs revendications. En discutant, on arrive à trouver des solutions. La première reconnaissance c'est de dire qu'on est porteur de revendications, parce que ça fonctionne mal, parce qu'on est humilié, qu'on n'a pas voix au chapitre, pas de liberté d'expression.

De plus, quand on part des revendications, on n'est pas seulement dans les images, donc la

stigmatisation. Quand on en est à revendiquer un stigmat, à se revendiquer en tant que victime de racisme, à quasiment remettre son étoile jaune, à revendiquer l'humiliation comme mode d'existence, c'est le point de départ d'une extrême violence, du totalitarisme.

Les gens qui ont été humiliés, sont en faveur du syndrome de la porte fermée derrière soi (comme certains enfants d'Italiens, d'Espagnols... qui ne sont pas fondamentalement racistes mais ne veulent pas être assimilés à ceux qui en sont l'objet). On constate le même phénomène dans les classes moyennes qui ont peur de la dégringolade sociale. Ces mécanismes montrent qu'il y a un jeu de stigmatisation sur lequel, malheureusement, la classe politique et les médias vont jouer, mais aussi peut-être notre propre mode de mobilisation politique.

Pour éviter tout cela, je pense que la réinscription dans une histoire est fondamentale. Les jeunes de banlieue, bien souvent, ne savent pas ce qu'était leur quartier, ils n'ont jamais été inscrits dans une histoire du lieu dans lequel ils vivent, de leur famille. Comment parler de citoyenneté quand il n'y a pas d'inscription dans l'histoire ? Chaque fois qu'on fait travailler les jeunes sur leur histoire, on s'aperçoit qu'ils acquièrent une autre notion du temps, une autre notion du rôle qu'ils peuvent avoir ; ils s'aperçoivent que la société française s'est faite par sédimentation, que les conflits de classes sociales ont été d'une extrême violence, que toute l'histoire est faite de conflits. Leur appréhension des institutions se transforme, une reconnaissance culturelle se fait.

Alors, comment se situer par rapport au pouvoir politique et aux médias ? Ça n'intéresse pas les médias. Mais je pense que nous sommes dans une période historique où les choses vont devoir évoluer sous la pression des initiatives locales, de toutes les expériences. On a trop cru au consensus, on a trop été assistés. Maintenant, on fait des choses et c'est de cette manière que l'on pourra faire émerger une autre politique. Il faut qu'on ait le courage de dire aux élus que ce qu'ils font ne nous intéresse plus. On ne peut pas être pragmatique quand on parle d'une réalité qui a 25 ans de retard.

... faire. On parle toujours des mêmes, pourquoi ? J'ai travaillé dans le 13^{ème} arrondissement avec des Chinois, des Vietnamiens, etc. Ils m'ont expliqué comment ils réagissaient au racisme. Pourquoi est-ce qu'on n'en parle jamais ? Parce qu'ils refusent la victimisation. Ils savent que quand on est enfermé dans la victimisation, il y a un jeu pervers qui se produit. Si vous êtes victime, cela veut dire que vous êtes le pauvre type. Il y a beaucoup de gens qui ont besoin d'avoir des victimes.

Il est possible de lutter, mais à condition d'inverser la logique, de partir des droits de la personne. Nous avons, au plan européen, élaboré un projet de convention européenne des ressortissants

des Etats tiers qui s'appuie sur les droits de la personne. C'est tout à fait opératoire et de plus, il y a là le nœud de la solidarité avec les personnes, quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur appartenance. Quand vous partez des droits de la personne, la solidarité apparaît entre les travailleurs (on ne parle plus, alors, des immigrés), on ne fait pas des sous-catégories. C'est triste de voir que dans les milieux bien informés les textes sont déjà prêts, que le traité d'Amsterdam nous permettrait, avec la communautarisation des politiques migratoires, de faire passer la convention et de savoir que, dans quelques années, on en sera encore à ne pas parler de ce pro-

jet de convention.

La solidarité en acte consiste donc à lutter contre les trafics, l'exploitation et la victimisation, à partir du respect des droits fondamentaux des personnes pour élaborer tout un système juridique qui conduit à l'égalité de traitement et, enfin, à promouvoir une solidarité basée sur le co-développement, c'est-à-dire qui permette un développement intégré et qui transforme toutes les frontières. Les événements de Saint Bernard ont montré qu'il y avait deux catégories de sans-papiers : ceux qui étaient complètement marginalisés, dans des solidarités traditionnelles, archaïques, et leurs compatriotes, engagés dans des actions de solidarité, de co-déve-

Le droit de vote des étrangers dans quelques pays européens*

	<i>Etrangers concernés</i>	<i>Elections</i>
Suède	Tous	Locales
Pays-Bas	Tous	Locales
Danemark	Tous	Locales
Norvège	Tous	Locales
Finlande	Citoyens nordiques	Locales
Suisse¹	Tous	Communales
Grande-Bretagne	Irlandais et ressortissants du Commonwealth	Nationales et locales
Irlande	Tous (citoyens britanniques depuis 1984)	Locales
Portugal	Brésiliens	Locales
Allemagne	Citoyens de l'Union Européenne	Locales
Espagne		Non (mais une loi prévoit le principe de réciprocité pour les municipales)
Italie		Non (sauf conseils de l'émigration régionaux)
Luxembourg		Non (sauf organes consultatifs dans les communes les plus importantes)
Belgique		Non (sauf quelques conseils consultatifs communaux d'immigrés)
Grèce		Non
France		Non

1 - Cantons de Neuchâtel et du Jura

* Sur cette question des droits politiques des étrangers et, plus largement sur celle de la citoyenneté, nous vous renvoyons à deux dossiers : celui de Territoires,

"Etrangers, exclus de la démocratie locale ?", n°371, oct. 96, et celui de Hommes et Migrations, "Citoyennetés sans frontières", n°1206, mars-avril 97.

Les informations de ce tableau sont à considérer sous réserve des modifications actuellement en cours dans plusieurs pays de l'Union Européenne.

loppement avec leur pays d'origine. Même pays, même origine, même langue : les uns étaient exclus de la société, les autres étaient dans des actions de développement avec l'aval du ministère des Affaires sociales.

Où s'arrête et où commence notre solidarité ? Ces actions de solidarité se font avec des associations africaines, françaises, avec des subventions de l'Etat français mais, curieusement, tout cela ne semble pas intéresser les médias, ni faire l'objet d'une mobilisation politique.

Est-ce que, vraiment, on veut croire à ces solidarités trans-frontières, ou bien, est-on trop content de continuer le néo-colonialisme ? Les solutions on les a, et quand on les met en œuvre, cela fonctionne. Beaucoup de choses existent dans ces solidarités trans-frontières qui renvoient à la notion de solidarité au sens de responsabilité politique. Cela veut dire que l'on rentre dans une démarche de projet où la solidarité n'est pas seulement un beau mot mais est aussi une méthode, une démarche dans laquelle les bénéficiaires d'une politique sont aussi des acteurs, de l'élaboration à l'évaluation. Quand on aura accepté d'avoir cet autre regard sur l'autre, de le reconnaître comme acteur de son propre projet qui concourt à un projet d'intérêt général, on aura retrouvé la valeur constitutionnelle de la solidarité telle qu'on l'avait imaginée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand on rêvait encore à des lendemains qui chantent. Nous avons un devoir de mémoire sur notre histoire, pour en finir, enfin, avec la colonisation.

J. Costa-Lascoux

La politique d'intégration du FAS

En tant que déléguée régionale du FAS, je me situe clairement dans un positionnement institutionnel ; je suis tenue à une certaine distance, à une neutralité, à un légalisme dans la mise en œuvre des textes qui orientent notre action.

Mais cela n'exclut pas un retour réflexif sur l'action publique, institutionnelle, et cela ne signifie pas non plus que l'on reste dans la reproduction systématique, dans l'immobilisme.

En matière d'intégration - comme dans le domaine de l'école que je connais pour avoir été proviseur d'un établissement situé dans une zone classée en DSQ -, la question me semble aujourd'hui moins être dans la mise en place de processus de discrimination positive que dans l'établissement d'une égalité des droits.

Le FAS soutient un certain nombre d'interventions sectorielles pour des publics immigrés (politique d'accueil, formation, action culturelle, action familiale et sociale, accompagnement scolaire, etc) mais avec une dimension transversale, celle de l'intégration conçue comme une participation active à la société tout entière de l'ensemble des hommes et des femmes qui la constituent, quelle que soit leur origine.

Ainsi, en Rhône-Alpes, nous avons monté sur 30 sites des programmes d'intervention territorialisée pour l'intégration visant à faire en sorte de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés et à augmenter leur qualification individuelle et collective (au sens de la capacité à comprendre, analyser et construire des réponses). Nous avons été amenés à faire appel à des intervenants extérieurs pour reconstruire le triangle élus, professionnels, habitants.

La spécificité de cette démarche, de dimension "micro", repose sur la dynamique inter-acteurs et la capacité à créer des lieux de rencontre. La résolution commune de problèmes permet de souder des solidarités. A travers ces programmes, il ne s'agit pas de se substituer aux acteurs, mais de favoriser une décrispation, une dédramatisation. Nous avons la chance, en France, d'avoir une tradition de mixité des peuplements (contrairement à d'autres réalités nationales fondées, elles, sur la ségrégation). Il faut cependant que les conflits, les antagonismes et les peurs puissent s'exprimer et se résoudre localement, avec la participation de tous les acteurs concernés.

Dans les objectifs de l'intégration, il y a finalement deux aspects :

- donner aux étrangers qui arrivent les moyens, les outils de base (sur le plan linguistique notamment),

- faire en sorte que ceux qui sont déjà intégrés, notamment ceux des 2^{ème} et 3^{ème} générations ne soient pas soumis à des phénomènes de discrimination, que les valeurs républicaines s'appliquent à tous, ici et maintenant, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat.

Au lieu de porter et de partager cette exigence, le plus largement possible, certaines catégories d'acteurs - syndicats, partis d'opposition, mouvements d'éducation populaire - ont eu tendance à vouloir s'approprier le thème de l'intégration dans une logique exclusivement contestataire.

Françoise Bernillon

Ce texte et les questions qui suivent sont publiés ici sous réserve d'éventuelles remarques de leur auteur.

Questions à Françoise Bernillon

• Pour obtenir le soutien du FAS sur un projet, c'est tellement long, notamment sur le plan financier, que les jeunes finissent par se démobiliser.

• Les jeunes s'en fichent de l'intégration, ce qu'ils veulent, c'est de l'argent. Or, quand ils cherchent un stage ou un emploi et qu'ils s'appellent Mohamed, ça ne marche pas. La discrimination est de fait car il y a rareté dans l'emploi. Tant qu'on mettra des moyens d'intervention intermédiaires au niveau de l'Etat, on continuera à faire de l'essai de cohésion sociale. Paradoxalement, l'effet pervers n'est plus l'explosion sociale, mais l'implosion sociale : de plus en plus de jeunes "pètent les plombs" (la 2^{ème} cause de mortalité chez les 15-20 ans, c'est le suicide).

Les programmes d'intervention territoriale dont je viens de parler n'apportent pas d'argent, ni de procédure, ils n'enferment pas les gens dans le faire. Il me semble qu'un des dangers, depuis les années 80, est ce que j'appellerais de manière un peu violente, la marchandisation de la citoyenneté : tout ne doit pas être objet d'argent. Quand une association de jeunes souhaite réaliser un projet, plusieurs questions se jouent : les emplois, des stratégies familiales et personnelles de captation de cette manne et, de la part des élus, une instrumentalisation. Il ne faut pas tout confondre. On doit affirmer avec force que la question de la citoyenneté n'est pas d'abord une question de moyens, mais de parole, d'écoute, de construction collective, de rapports de force constructifs, etc. La multiplication des procédures et de l'attribution des financements peut être un moyen facile d'acheter les gens. La mobilisation des gens ne se fait pas d'emblée sur des choses extraordinaires. A côté de cela, la question des délais de paiement est, bien évidemment, une question majeure au Fas.

Concernant votre deuxième remarque, je considère que c'est parce qu'il y a volonté de discrimination qu'il y a discrimination. Nous n'avons pas tiré de trait sur le colonialisme, le mépris... La société française n'aurait pas choisi de faire porter le chômage par les jeunes si un certain nombre de ces jeunes n'étaient pas d'origine étrangère.

• En tant qu'immigré je considère que je n'ai pas besoin de votre intégration car je me sens intégré dans cette société. Mais je militerais volontiers pour que l'argent du Fas soit utilisé à intégrer les 20% de gens qui votent Front national, car la base de ce vote c'est l'ignorance. D'autre part, je considère qu'il n'y a pas un problème d'intégration, mais de dignité des immigrés. Il ne me

reste rien en dehors de la citoyenneté, le seul garant de l'égalité des droits. Je ne crois plus à l'intégration, il faut la bannir du langage. Par rapport à la citoyenneté, par contre, il y a des expériences, des réflexions. Pourquoi ne pas réfléchir ensemble à une nouvelle citoyenneté qui associerait l'ensemble de la société dans le sens d'une participation active basée sur le quartier, la ville ? Je paye des impôts ; pourquoi est-ce que le jour du vote je dois rester chez moi ? Pouvoir dire son mot par rapport à toute la vie de la cité permettrait d'avancer, de créer, de transformer la société.

Je n'ai pas l'impression d'avoir dit autre chose que vous. Je suis d'accord pour utiliser l'argent du Fas pour travailler avec les gens qui votent Front national. Quand je dis qu'il faut que tout le monde travaille, cela ne veut pas dire travailler cette question uniquement avec les convaincus mais également avec ceux qui sont hostiles, dans l'hypothèse d'amener à une évolution dans les têtes. L'ennemi numéro en France c'est la peur, il faut travailler sur les peurs, c'est quelque chose de long. Il convient de réfléchir à développer une citoyenneté active de tous : toute l'action concrète qu'on a menée se situe dans cette perspective. Cela nous a conduits à des débats très difficiles avec les collectivités territoriales, conseils généraux, régionaux... Il faut une volonté politique, mais aussi une volonté pédagogique. De nombreux élus ont très peur, refusent de s'engager mais ils sont impuissants : ils ne savent pas comment aborder ces questions et ils le font quand la crise éclate. Or, à ce moment, il n'y a plus que de mauvaises solutions. Ce n'est qu'en amont qu'on peut résoudre les choses. L'action populaire, syndicale... n'est pas nouvelle. C'est ce qui se passe dans la tête des gens qu'il faut travailler. On est dans des catégories de réflexion en amont : il ne faut pas raisonner comme dans les années 70, nous ne sommes pas dans la même culture collective, la culture de la classe populaire en France n'est plus du tout la culture de la classe ouvrière travaillée par les syndicats, les partis. La classe populaire aujourd'hui est complètement mixte. Il y a nécessité d'un rôle pédagogique, d'un rôle de réflexion portant sur un Etat de proximité, un nouveau rôle de l'Etat. La décentralisation oblige à retravailler le rôle de l'Etat, un Etat qui serait en appui exigeant aux élus locaux sur les questions sur lesquelles ils sont en difficulté majeure, également pour que la population, dans toutes ses composantes, soit en capacité de construire des solidarités actives. Dans cette perspective, les corps intermédiaires ont aussi un rôle à jouer.

Pour une mondialisation à visage humain

La forme actuelle de la mondialisation n'est pas à visage humain : nous en vivons plus les traductions sauvages que les perspectives humaines et organisées. Pourtant, il est possible d'envisager une mondialité à visage humain dans laquelle un certain nombre de potentialités positives, non exploitées aujourd'hui, le seraient. C'est en tout cas le point de vue défendu par Patrick Viveret.*

La représentation dominante que l'on a aujourd'hui de l'économie, à la fois contrainte extérieure, mondiale et cauchemardesque, correspond à une fausse théorie. Il est très important de le comprendre, car cette manière d'appréhender l'économie organise les rapports à l'échelle planétaire, mais également parce que ce modèle est pratiquement intégré par chacun d'entre nous. Aujourd'hui, 1400 milliards de dollars sont tous les jours échangés sur les places financières (ce qui est supérieur à la richesse

nationale annuelle de la France). Ces phénomènes sont absolument considérables par leur nombre et, en même temps, on ne comprend pas véritablement ce qui se passe : ainsi, en une fraction de seconde, un ordre boursier peut venir bouleverser à tout moment des équilibres économiques et sociaux que l'on connaît, l'emploi par exemple. On ne comprend pas ce qui se passe mais c'est comme une tornade, une sorte de catastrophe naturelle : à certains moments, c'est le typhon, on ne sait pas pourquoi et, surtout, on ne sait pas s'en prévenir. Et pourtant, cette impression de

phénomène considérable aux effets catastrophiques, a les apparences d'un phénomène de sens commun (si l'on était dans la pure incompréhension, il serait plus difficile de faire rentrer dans la tête des gens qu'ils n'y peuvent rien). Dans le cas de l'économie mondiale, on vit en permanence avec l'idée que si on ne joue pas le jeu pour "préserver la compétitivité" de l'entreprise, du pays, de l'Europe..., on sera perdant et que le prix à payer est très élevé (au minimum le chômage, voire la vie). C'est l'idée qu'il faut jouer le jeu pour ne pas être, à titre individuel ou collectif (entreprise, nation...), basculé du côté des perdants. On finit donc par intérioriser le modèle : on ne comprend pas ce qui se passe mais, en même temps, on acquiert plus ou moins l'idée qu'il faut se conformer à des lois extérieures dont on nous raconte qu'elles sont indispensables pour notre survie (individuelle et collective).

Un élément important explique ce phénomène d'intériorisation, celui de l'origine donnée à cette situation : 1974, le quadruplement du prix du pétrole. Cette explication a les apparences du bon sens : dans notre monde, l'énergie est fondamentale. Ainsi, l'idée qu'à partir de là, tout se soit déréglé, a une apparence de cohérence. Et la rigueur, l'austérité... sont vécues de façon dramatique, mais on croit comprendre qu'il y a une origine, que cette origine est économique et que, de plus, elle est liée au fait de la

* Patrick Viveret est directeur du Centre international Pierre Mendès-France et rédacteur en chef de la revue Transversales Sciences Culture.

● ● ● mondialisation (interdépendance des économies). Ce qu'on comprend de l'économie est bien résumé par les expressions populaires classiques : "gagner sa croûte et se serrer la ceinture". L'économie renvoie toujours à de la rareté, à de l'économie au sens d'épargne.

Mais ces explications sont fausses.

Fausse du point de vue des origines : la crise n'a jamais été d'abord économique. Cette prétendue crise n'a pas du tout généré ce que l'on pouvait attendre, c'est-à-dire une situation de moindre richesse.

C'est exactement l'inverse qui s'est passé : depuis 74, le PIB mondial a pratiquement été multiplié par 2 (chiffres de l'OCDE). Malgré la crise, la richesse a continué de croître... Ce sont des moyennes, bien sûr : il y a des endroits où des personnes, ou des collectivités, ont sombré dans la misère. Mais il y en a d'autres qui ont vu leurs ressources multipliées par 10, voire par 100. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de crise économique au sens de phénomène de rareté, au sens du 18^{ème} siècle. Nous nous trouvons dans une situation où la richesse globale a continué d'augmenter et, s'il y a des poches de misère, au Nord comme au Sud, ce n'est pas parce qu'il y a moins de richesse à répartir, c'est parce que les mécanismes sociaux et politiques de la redistribution ne fonctionnent plus. Fausse aussi sur le rôle du pétrole : quelques années plus

S'il y a des poches de misère, au Nord comme au Sud, ce n'est pas parce qu'il y a moins de richesse à répartir, c'est parce que les mécanismes sociaux et politiques de la redistribution ne fonctionnent plus.

tard, le prix du baril était revenu à son niveau antérieur à la fameuse crise et, quelques années après, il y avait à nouveau une telle abondance de pétrole que l'on a eu le "contre-choc pétrolier". C'est d'ailleurs parce que le pétrole était redevenu proportionnellement moins cher que toutes les tentatives pour favoriser les économies d'énergie ont échoué. D'autre part, crise du pétrole

veut-elle dire crise économique ? Le quadruplement du prix du pétrole a pour origine la guerre du Kippour, donc une origine politique : l'utilisation de l'arme que représente le pétrole par un certain nombre

de pays du Proche-Orient, afin de faire pression sur les pays occidentaux qui soutenaient Israël. Certains milieux, plus spécialisés, évoquent quant à eux l'année 71, année de la déconnexion entre l'or et le dollar. Mais cette déconnexion vient du fait que les Etats-Unis avaient une énorme dette suite à la guerre du Vietnam et que, s'ils avaient dû payer au prix coûtant cette dette avec une monnaie indexée sur l'or, cela leur aurait coûté très cher. Alors que, à partir du moment où ils déconnectaient le dollar de l'or, le monde entier payait la guerre du Vietnam puisque le dollar devenait monnaie nationale et monnaie mondiale de fait. Cela ne s'appelle pas une crise économique, mais là encore une crise politique et militaire. Par contre, il se passe, dans le silence quasi-total des économistes, un phénomène très intéressant qui n'a pas de date spec-

taculaire mais qui se situe en gros au milieu des années 60 et qui correspond au décrochage des grandes courbes de production et de croissance : automobile et électro-ménager. Dans les "pays développés", ces deux grandes catégories de biens enregistrent des chutes significatives parce que l'on passe du stade de la première acquisition de ces biens à celui du renouvellement. Et les nouveaux biens qui arrivent sur le marché ne sont pas à une hauteur, ni quantitative ni qualitative, qui puisse provoquer le même phénomène que celui des années 50-60, lequel avait permis de tirer la croissance essentiellement par la consommation.

Donc, pas de crise économique au sens précis du terme. Il y a bien crise, mais cette crise a, pour l'essentiel, une origine politique et militaire, ainsi qu'une origine culturelle, dans la mesure où il s'agit d'un modèle de consommation qui rentre en crise dans tous les pays où il y a saturation du marché des biens de consommation.

C'est pourquoi il convient de chercher d'autres hypothèses, de regarder dans l'histoire, car ce n'est pas la première fois que des phénomènes classiquement considérés comme des problèmes de rareté constituent en réalité des problèmes de surproduction et que l'on arrive à des situations dramatiques faute d'avoir su gérer cette abondance.

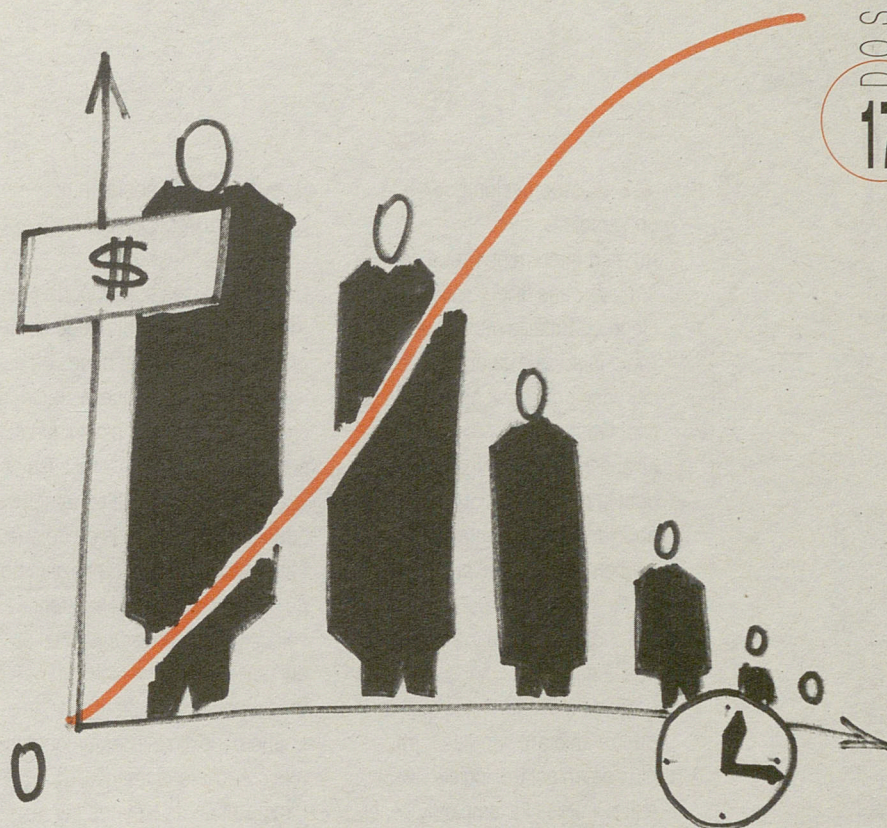
Ainsi, la crise des années 30 est à l'origine une crise de surproduction. C'est seulement après que la surproduction s'est transformée en sous-production : à force de brûler des marchandises, à force de chômage, la production a fini par chuter. Mais

l'origine même de la déflation, de cette grande crise économique, est un phénomène d'abondance non maîtrisé.

A l'époque, Keynes écrit *Essais sur la monnaie et l'économie : les cris de Cassandra* qui se conclut par un chapitre intitulé

"Perspectives économiques pour nos petits-enfants". Il y soutient que, contrairement à l'idée répandue, la crise n'est pas une crise de pénurie, mais une crise d'abondance. Il s'agit, selon lui, d'une pénurie provoquée par des raisons sociales, et non pas d'une pénurie économique : les effets conjugués du progrès technique, de l'acquisition des savoirs faisaient que l'on produisait plus de richesse avec moins de travail humain. Pour Keynes, ce phénomène, sauf catastrophe majeure de type guerre mondiale ou transformation démographique fondamentale de la planète, va continuer et, dans les années 2000/2030, on se retrouvera dans une situation où il suffira de travailler 15 heures par mois pour avoir une richesse qui sera à peu près 8 fois celle des années 30. C'est ce qui s'est effectivement réalisé alors qu'on a eu, entre temps, **et** la guerre mondiale **et** l'explosion démographique.

Keynes a donc eu raison au-delà même de ce qu'il imaginait. Il pensait qu'il s'agissait d'une bonne nouvelle (produire plus avec moins de travail) qui pouvait se transformer en cauchemar si aucune mutation culturelle à la hauteur de la mutation technique et économique n'intervenait. Prenant l'exemple des catégories aisées qui sombraient dans la dépression, parce que leur temps libre était un temps vide, il utilisait cette expression très étonnante sous sa plume : nous risquons d'aller vers une



Questions à Patrick Viveret

• *Quand vous dites que la rigidité des cœurs n'est pas seulement dans les classes possédantes, mais aussi en nous-mêmes, je pense que ce n'est pas à nous qu'il faut dire cela. Ma vie est aussi beaucoup centrée sur l'avoir légitime : ma pension de retraite, mon patrimoine (un F2), mon patrimoine mobilier à la banque, mes obligations. Nous avons droit à un avoir légitime, au refus d'un impôt trop fort sur les retraités, etc. Mon avoir est pour le plaisir, j'ai beaucoup investi, cela me fait plaisir, même si je suis inquiet sur les remboursements de cet investissement. C'est la vie des gens de la classe moyenne.*

Quand on parle de spéculation mondiale, on pense à des personnalités et pourtant, l'essentiel de la spéculation mondiale se fait avec l'argent des retraites - ce que vous appelez les avoirs légitimes, que je n'attaque pas, surtout quand vous dites que c'est un plaisir -, des assurances et la gestion de la dette publique des Etats. La spéculation au sens classique du terme ne représente que 20% des masses financières en circulation. Ce qui veut dire que l'économie sociale et publique est directement impliquée dans le système. Quand on comprend ces mécanismes on a davantage pris. Si nous pouvions, comme retraités, comme contribuables

commencer à nous organiser et à peser sur ces éléments, cela veut dire aussi que nous allons avoir des moyens d'action. La question est de savoir ce que l'on fait de notre argent. Les purs spéculateurs ne pourraient pas faire grand chose s'ils ne pouvaient pas utiliser cette opacité. Il y a là un champ formidable, ce que j'appelle le projet d'une économie monde solidaire, c'est-à-dire la mise en réseau de tous les acteurs qui, à un titre ou un autre, ont un pied dans l'économie sociale et dans l'économie publique.

• *Je ne suis pas économiste, mais il me semble difficile d'imaginer un système de placement solidaire qui arrive à se déconnecter complètement du système monétaire international et de ses risques. Je crois savoir que les systèmes alternatifs américains, par exemple, ont, à partir d'un certain seuil, replacé l'argent dans le système international. Ce type de proposition, que l'on croit être le bon, me fait peur car, quand il est développé à une échelle significative, et tant qu'on n'a pas changé de modèle, il est obligé de rejoindre le système établi au niveau international. Je ne crois pas que la réponse du micro-solidaire soit une bonne réponse.*

J'ai récemment participé à une

● ● ● "dépression nerveuse universelle".

Au même moment, Freud écrit *Malaise dans la civilisation*, et Georges Bataille publie dans *Critique sociale* un article - "La dépense", qui deviendra le premier chapitre de *La part maudite* - qui, lui aussi, va passer inaperçu, mais dont la relecture aujourd'hui est absolument éloquent. Bataille soutient dans cet article que le problème n'est pas la pénurie mais l'abondance et que, ne sachant pas la gérer, nous finissons par la gérer de façon pathologique, la guerre en étant une des formes les plus patentes. Ecologiste avant la lettre, il utilise l'exemple de l'énergie pour montrer que la loi fondamentale de l'organisation des rapports énergétiques qui domine les lois de ce qu'il appelle l'économie généralisée, est une loi d'abondance. Il prend l'exemple du soleil : l'énergie solaire est infiniment surabondante par rapport à l'usage que nous en faisons. Le problème clé de cette énergie sur-abondante, c'est de savoir la dépenser parce que si on ne la dépense pas, cela finit par faire des drames. Pour Bataille, le problème est le même : nous nous obstinons à tirer de quelques exemples, historiquement et géographiquement rares, organisés autour de la rareté et de la survie, des lois générales alors que ce sont des exceptions et non pas des règles et que, du point de vue de l'économie générale, le phénomène de la gestion de la dépense et de l'excès suppose des changements comportementaux, des changements culturels qui, s'ils ne sont pas produits, font que cet excès d'énergie, de richesse, d'information, finit par se dépenser sous forme dramatique. La forme la moins dramatique, c'est la gabegie, le gaspillage ou le luxe, mais si cette forme

ne suffit pas, on aboutit aux guerres, aux génocides, etc.

Ces hypothèses sont importantes à méditer. Elles permettent de comprendre la crise des années 30 et les raisons pour lesquelles cette crise a été une crise psychique et culturelle bien plus qu'une crise économique - comme en témoignent les phénomènes de déferlement du fascisme et du nazisme ou du stalinisme. Elles permettent de voir comment, dans une situation qui devient complexe du fait même du phénomène d'abondance, le phénomène simplificateur joue un rôle collectif fondamental.

L'hypothèse de Keynes sur la dépression nerveuse collective, voire universelle, celle de Freud, qui dit que ce que la psychanalyse a découvert sur le plan individuel vaut aussi sur le plan collectif, et celle de Bataille, selon laquelle le vrai problème est du côté de l'abondance et de l'excès, et non pas du côté de la pénurie, méritent d'être sérieusement analysées dans le contexte actuel. Qu'est-ce qui se passe quand des collectivités acquièrent un niveau de production tel que le problème pour elles c'est de la dépenser ? Il y aurait eu deux façons de dépenser cette abondance

acquise dans les années 60 à l'intérieur des pays occidentaux. La première aurait été de faire un plan mondial de développement et de partage de la richesse. Les sociétés occidentales s'y sont refusées.

L'autre façon de dépenser, beaucoup plus égoïste, aurait été d'organiser un temps libre extraordinaire. Mais on s'y est égale-

ment refusé.

Il ne restait que la modalité pathologique de la dépense : la guerre. Or qu'est-ce que la guerre économique mondiale si ce n'est la guerre, essentiellement déclenchée par les pays occidentaux et le Japon, pour mettre la planète en état de lutte permanente dans des conditions telles que le problème de la lutte pour la survie, qui n'avait aucune raison de se poser pour des raisons économiques, allait redevenir le problème déterminant ?

Un basculement de langage s'est produit à la fin des années 60, avant la déconnexion de l'or et du dollar, avant la crise de l'énergie, où l'on s'est mis à parler de guerre économique : c'est à ce moment-là que le système culturel de représentation a commencé à basculer à l'intérieur des pays développés. Nous vivons une guerre économique qui n'est pas produite par des causes économiques et qui ressemble bougrement à l'équivalent psychologique individuel que constitue le phénomène de la régression. Ce phénomène de la régression peut

exister sur le plan collectif. A ce moment-là, la guerre économique mondiale, c'est la modalité culturelle régressive que la plupart

des pays occidentaux se donnent pour éviter d'affronter cette formidable mutation qui serait la sortie de l'ère de la production, du travail et de la survie.

A la clé, la question qui est posée par une production de richesse croissante avec un volume de travail décroissant, c'est la question culturelle dans toute sa force.

C'est le passage du "que fais-tu

Qu'est-ce qui se passe quand des collectivités acquièrent un niveau de production tel que le problème pour elles c'est de la dépenser ?

dans la vie ?" (identification au travail comme source de reconnaissance sociale et construction de sa propre identité) à "que fais-tu de ta vie ?", formidable question culturelle, philosophique, religieuse au sens étymologique. Or, nos fameux pays sur-développés sur le plan de la quantité et de l'avoir sont des pays gravement en voie de sous-développement sur le plan relationnel (misère sexuelle, affective et spirituelle). Ce sous-développement relationnel et spirituel - au-delà de l'acception strictement religieuse du terme - place la plupart de ces pays développés dans une incapacité à traiter le problème de la gestion de cette abondance matérielle dans des conditions culturelles qui leur permettraient de passer au temps libre, sans que ce temps libre soit un temps vide, qui leur permettraient de changer radicalement les modalités de leur rapport au travail, sans que la forme de réduction massive du travail qui est choisie soit une réduction sauvage se traduisant par un chômage de masse.

Ainsi, la question majeure qui transforme de bonnes nouvelles en cauchemars n'est pas liée à cette fameuse crise économique mais, pour l'essentiel, à la rigidité des rapports sociaux, incapables de répartir cette abondance nouvelle, et à la rigidité culturelle, qui nous rend incapables de vivre pleinement l'entrée dans cette ère de l'au-delà de la production et du travail.

Au point de départ, les trois "grandes catastrophes" qui tournent au-dessus de nos têtes et qui sont en synergie les unes avec les autres - mondialisation, révolution informationnelle et mutation radicale du travail - ne sont pas de si mauvaises ● ● ●

● ● ● réunion du Laboratoire du Futur à laquelle étaient présents des entrepreneurs, des banquiers venus écouter des informations sur les LETS (équivalent des systèmes d'échanges locaux), les micro-crédits, la Crameen Bank, etc. Si les patrons et les banquiers s'intéressent à de telles initiatives, cela veut dire qu'elles présentent de l'intérêt. Cela montre que ce n'est pas si marginal et, en même temps, qu'il ne suffit pas d'avoir des outils de ce type-là pour qu'ils produisent forcément des effets bénéfiques. En effet, la Banque mondiale regarde ces expériences d'un œil intéressé et se dit que si les pauvres pouvaient s'organiser entre eux pour que le maintien de la paix sociale se fasse à un coût beaucoup plus bas, que si les ONG pouvaient prendre en charge ce que les Etats faisaient jusque-là, ce serait tout bénéfice dans une optique libérale. Il faut avoir conscience des effets pervers des tentatives de ce type qui ne sont pas insérées dans une stratégie. Mais le fait que ces tentatives, en elles-mêmes, montrent une voie possible, est tout à fait important, car elles renouent avec ce qui est la véritable origine de la monnaie et du crédit. Il n'y a de monnaie possible, de crédit possible que dans des espaces de confiance. Nos moyens de paiement ne fonctionnent que pour autant que nous et nos interlocuteurs croient qu'ils ont de la valeur. Le problème auquel est confrontée l'économie financière mondiale est que c'est tellement une économie de guerre, fondée sur la méfiance, que le système est en train de se détruire de l'intérieur. Elle a donc impérativement besoin de refaire appel à des espaces de confiance, des espaces de crédit. Bien sûr, l'autonomie absolue est impossible, mais il est fondamental de multiplier ce type de crédit fondé sur la confiance, car c'est l'articulation entre les deux systèmes qui pourra permettre de définir les éléments d'une stratégie, les règles du jeu. Il ne peut y avoir aujourd'hui de confiance durable dans l'économie mondiale. La plupart des gens qui sont sur les places financières, dans une période comme celle d'aujourd'hui, sont incapables de dire si dans un mois on aura un "boom" ou un "krach".

• Quand on vous entend, on peut être légitime-
ment inquiet. En effet, comment éviter la cascade qui a toutes les chances de se produire ? L'objectif de Keynes était de construire une monnaie basée sur toutes les économies mondiales. En fait ce sont les Etats-Unis qui ont transformé leur monnaie nationale en monnaie internationale. Ils ont créé le déséquilibre et la fuite en avant. Comment peut-on imaginer, au niveau international, une compensation à ce déséquilibre monétaire ?

Cela nécessite une intelligence collective. Si l'euro se faisait, les règles du jeu changeraient : le double jeu du dollar ne serait plus possible et la monnaie européenne pourrait devenir un formidable levier de pression pour obtenir une régulation financière mondiale. Il est essentiel que l'on arrive à mettre en place, d'une part, une articulation entre plusieurs monnaies de référence mondiale - dont aucune n'aurait le privilège de pouvoir jouer sur les deux tableaux - et, d'autre part, des formes monétaires différentes - des monnaies consommation, des monnaies affectées distribuées en fonction des besoins, des monnaies qui servent à la dépense et non pas à la thésaurisation (cf. le chèque restaurant). Il faut d'un côté, de la monnaie de consommation et, d'un autre côté, de la monnaie d'échange, thésaurisable, sans domination du dollar. Dans une telle perspective, l'euro peut jouer un rôle. Mais l'euro ne doit pas se construire en dehors de tout processus démocratique, voire devenir un outil supplémentaire d'exclusion. L'initiative "Refondons l'Europe" (collectif d'associations et de députés européens), à laquelle je participe, repose sur l'idée qu'il faut refonder l'Europe avec une redéfinition du rôle de l'euro. C'est une initiative qui n'aurait pu être prise isolément, car ce n'est que collectivement que l'effet levier peut se faire.

• L'état des lieux de la dérégulation internationale est aussi lié au fait qu'il y a un système d'oppression tout à fait évident sur les pays pauvres. Ce point n'est jamais posé en tant que tel et pourtant je ne suis pas certain que des réponses du type "coopérateur ludique" soient à la hauteur de cet enjeu-là. Le système actuel est un système qui permet à certains Etats riches de ● ● ●

● ● ● nouvelles. Le fait que la terre soit ouverte n'est pas en soi une mauvaise nouvelle. Ce qu'on appelle mondialisation est en soi une bonne nouvelle. Le phénomène de la révolution informationnelle qui multiplie la possibilité d'échange et de communication mais démultiplie la possibilité de produire plus en travaillant moins, n'est pas non plus une catastrophe. La mutation du travail (moins de temps à travailler, moins de contrainte hiérarchique et géographique) n'est pas non plus une mauvaise nouvelle. Qu'est-ce qui transforme ces bonnes nouvelles potentielles en cauchemars ? Ce sont des phénomènes de rigidité sociale, politique, militaire, culturelle.

Les pistes du “que faire ?” changent radicalement si l’on prend le problème par ce bout-là. La source de nos difficultés n’est plus au-dessus de nos têtes, mais en nous-mêmes. Si le problème est celui de la rigidité, qui touche tout le monde, les logiques de possession sont des logiques de peur qui finissent, quand ça va mal, par se transformer en logiques de panique. Quand je suis en permanence dans l’ordre de l’avoir, si ce que je regarde comme le bonheur est considéré comme étant un capital que je dois conquérir et que je dois préserver, je vis dans la peur de le perdre. La source de toutes les actions, de toutes les stratégies, est d’opposer au modèle des “guerriers puritains” celui des “coopérateurs ludiques”. Le phénomène dominant qui s’est mis en place, c’est non seulement le phénomène guerrier, mais c’est aussi l’idée qu’il faut en baver. Le phénomène guerrier en situation d’abondance ne remplit sa fonction culturelle de réponse au désarroi que s’il s’accompagne du

phénomène puritain. Donc la vraie stratégie c'est de se dire, partout où se mettent en place des modes d'organisation fondés sur la coopération et non pas sur la guerre, et centrés également sur le jeu, le plaisir, la satisfaction, que de tels modèles constituent des pistes de première importance.

Patrick Viveret



● ● ● *maintenir leur richesse et leur capacité d'exploiter le tiers-monde.*

L'inégalité de richesse qui s'accroît de plus en plus est de moins en moins une inégalité de type Nord-Sud ou entre pays, mais de plus en plus une inégalité en taches de léopard qui fait que vous pouvez vous trouver dans un pays du Sud et être à la tête d'une énorme richesse et inversement. Les effets de la mondialisation changent complètement la donne. Il n'y a plus de phénomène tiers-monde au sens traditionnel, la bataille est universelle. Cela n'annule pas le fait qu'il y a plus de misère dans les pays du Sud, mais ce n'est plus le même mécanisme que dans les années 60. Les phénomènes de misère ne sont pas seulement quantitatifs mais aussi relationnels, liés à la dignité, etc. Le mépris qui pèse, dans les pays occidentaux, sur une personne sans domicile fixe, est très souvent égal, voire supérieur, à la misère de personnes vivant dans le Sud. La bataille est mondiale aujourd'hui. Ce n'est pas tout le Sud, ce ne sont pas tous les pays du Sud (on ne va pas se battre, par exemple, pour le Koweït). La très grande richesse et la très grande pauvreté ne

sont plus concentrées sur un axe nord-sud. La bataille est mondiale, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne peut pas être locale. (...)

- L'économie est immatérielle, nous sommes mystifiés, nous n'avons même pas confiance dans nos capacités à renverser la vapeur, nous ne nous mettons pas en situation de déclencher la bataille et de prendre l'offensive. Par quelle voie et quel cheminement cet indispensable démystification et cette confiance en notre capacité de changer la situation peuvent-elles exister ?

Vous vivez sur un trésor historique : la rencontre de l'exigence populaire et de l'exigence culturelle est au cœur de la stratégie à promouvoir. Je vois en permanence des gens qui sont en train d'inventer l'équivalent de ce qu'ont été les bourses du travail, le syndicalisme, etc. Il faut simplement l'appliquer à notre temps : révolution de l'information, espaces continentaux et mondiaux. (...) Toute la tradition associative, coopérative, mutualiste vise bien à organiser des rapports de coopération et de parité là où n'existent

que des rapports de subordination. Pourquoi tous les mouvements d'éducation populaire ne se fixeraient-ils pas comme objectif de passer alliance avec les autres mouvements associatifs ? La perspective historique de l'abolition du salariat et de la sortie du travail redevient une perspective actuelle, mais je ne le dis qu'en fin d'intervention pour être bien compris. La mondialisation n'est pas forcément condamnée à avoir une forme sauvage, et penser que la révolution de l'information et des communications peut être une bonne nouvelle, c'est un objectif collectif que l'ensemble du mouvement associatif, syndicaliste, en réseau, peut parfaitement s'assigner. Très souvent nous n'avons plus l'ambition de notre propre culture. C'est notre principal obstacle. On a tellement fini par intérioriser le fait d'être dans un monde où on vit avec la peur que le ciel nous tombe sur la tête que, du coup, notre propre position de vie est devenue timorée.

- Que pensez-vous de l'idée de revenu universel inconditionnel ?

Parmi les grandes mutations qui sont en train de se préparer, l'une vient du fait que la richesse, sous toutes ses formes, est de plus en plus socialisée(...). Si on continue à affecter le revenu uniquement à des activités appelées travail, répertoriées sur la modalité classique de ce que l'on appelle la productivité, une part très importante de cette richesse va être concentrée sans le moindre mérite par une fraction de plus en plus minoritaire de la population, et une autre part croissante de la population, hors du circuit du travail classique, va basculer dans la misère. L'idée d'un revenu de citoyenneté revient à dire que toute personne participant à l'activité de la communauté mondiale a droit à bénéficier d'une fraction de cette richesse sociale et patrimoniale (...). La nouveauté à promouvoir est plus dans nos têtes que dans les faits (environ 40% de nos revenus sont des revenus de transfert : prestations sociales, indemnités, etc.). Nous avons déjà un pied dans la déconnexion travail-revenu. Mais notre culture, notre système de représentation, nos comportements sont encore habités par l'ancien monde (...).

La pensée confisquée.
quinze idées reçues qui blo-
quent le débat public, Ed. La
Découverte, 1997.

Une pensée unique ? Une seule politique possible ? Et puis quoi encore ? Avec *La pensée confisquée*, un livre antidote à s'administrer au plus vite, le Club Merleau-Ponty dynamite quelques idées reçues qui emprisonnent le débat public. Le projet est simple, efficace : interroger les "ça-va-de-soi" et autres "y-a-pas-le-choix", décortiquer une à une des idées reçues : "le chômage est dû à un coût du travail trop élevé", "la flexibilité est le garant du progrès social", "on ne peut rien contre la fatalité des faits", "les statistiques parlent d'elles-mêmes", "la mondialisation ne nous laisse aucun choix"...

Un ouvrage collectif. Ce sont des historiens, économistes, sociologues ou juristes qui se sont chargés de dessouder l'une après l'autre les contre-vérités péremptoires qui constituent la pensée unique. En restant toujours très accessibles au profane, ils ont mobilisé les avancées les plus récentes de leurs disciplines pour remettre en question les modèles élémentaires qui faussent l'appréhension des réalités politiques et économiques.

note de lecture établie par
Manée Teyssandier

La pompe à eau et le marigot

Dans le souci de croiser nos différents réseaux et thèmes de travail, La Lettre reprendra régulièrement un article d'Alternatives rurales, la revue du réseau rural de Peuple et Culture. Il s'agit, pour ce numéro, de la synthèse d'un travail de recherche que G. G. Blesson, sociologue, a envoyé depuis la Côte d'Ivoire. Une contribution qui éclaire bien la question des rapports au développement que se pose Alternatives rurales.

Si la contribution des paysans au développement économique et social de la Côte d'Ivoire est indéniable, leur exclusion du partage des fruits du progrès est tout aussi évidente. Pour y remédier, des projets de développement en direction des paysans ont été mis au point. L'hydraulique villageoise constitue l'un des volets de cette politique rurale.

Autrefois, l'eau utilisée dans nos villages provenait du marigot, *situé à une certaine distance du village*. Pourquoi les villages n'ont-ils pas été construits sur les bords des marigots, rapprochant l'eau des utilisateurs et facilitant la

tâche de nos femmes ? Une explication a été avancée : la protection apportée par l'éloignement contre certaines maladies comme la cécité des rivières...

Mais il y a plus de 20 ans, l'Etat a démarré une politique volontariste d'érection de pompes au cœur même des villages. L'eau potable sans risque mise à la portée des utilisateurs : c'est à la fois une victoire pour la médecine préventive et la fin de longues et pénibles corvées pour les femmes. La technologie a permis, face à l'éternité et à l'immuabilité du village, de transférer le marigot et d'apporter le développement dans les communes rurales.

Aujourd'hui l'Etat-Providence a disparu et menace l'avenir de ces pompes : il se désengage de leur fonctionnement et demande aux paysans d'en prendre la relève, en appelant à la responsabilité des utilisateurs dans la gestion de leur bien. En somme, alors qu'on n'a pas sollicité l'avis des paysans dans la phase d'élaboration du projet, pensé et décidé pour eux, dans le désengagement on fait appel à leur coopération en leur montrant combien leur intérêt leur commande d'entretenir ces pompes, en suppléant aux défaillances de l'Etat. En 1983, cette question a provoqué un large débat entre les partisans du désengagement de l'Etat et ses adversaires. Les uns fustigent l'égoïsme et le manque de solidarité des paysans qui devraient prendre en charge la maintenance

de leurs pompes pendant que l'Etat investit dans d'autres villages plus démunis. Les autres critiquent un Etat qui demande de nouveaux efforts à des paysans dont la situation est déjà très difficile (baisse des coûts, méventes...).

Dans ce débat, les paysans ont tranché : ils laissent les puits "mourir". Ils tournent ainsi le dos à ce que les experts considéraient faire leur bonheur mais qu'ils ne s'étaient pas approprié. On a tenté d'y donner une explication économique (l'entretien est trop cher), mais ces mêmes paysans n'acceptent pas moins, dans le même temps, de se saigner dans la construction qui d'une école, qui d'un dispensaire...

L'attitude des paysans dépasse largement le cadre du débat sur le désengagement de l'Etat. Elle participe du débat sur le changement : quelle doit être la nature du changement à apporter dans nos campagnes ? De quelle ampleur ? Plus concrètement, comment amener nos populations à "s'ouvrir" au changement sinon à l'adopter ?

Le rituel du marigot

Des propositions ont été faites, invitant avant tout à associer la population aux différentes phases des projets (conception, élaboration, exécution) en partant de l'analyse concrète de leurs besoins. Qu'est-ce que le marigot et que

ou, comment une politique venue d'en haut tombe à l'eau

représente-t-il dans nos villages ? La question éclaire à la fois le problème de l'éloignement relatif du marigot de nos villages et le refus par les paysans des frais d'entretien des pompes. A cette question nous répondrons : le marigot au village s'inscrit dans un rituel et dans une symbolique des rapports sociaux.

Aller au marigot est un véritable rituel pour la femme. Il y en effet le *temps* du marigot : les femmes y vont à des moments précis, tôt le matin et dans l'après-midi.

Mais aller au marigot exige aussi une organisation. C'est en groupe que les femmes y vont, pas tant par peur d'être agressées que pour le plaisir d'être ensemble, entre femmes et de ne parler que des questions de la femme. Le chemin du marigot est le cadre d'une procession mais aussi d'échanges : de communications, d'expériences. Il est le lieu de la parole des femmes, parole reprise, *retrouvée* (elles discutent entre elles ce qu'elles n'oseraient hors de ce cadre), donc libérée, où le discours féminin devient audible, acquiert du sens.

Le marigot serait le cadre de complexités : lieu de rencontres entre amants, à l'abri de la communauté, les femmes, seules, partageant entre elles le secret. Ainsi le marigot n'est pas seulement synonyme de pénibilité des charges pour les femmes, mais il porte aussi une dimension affective. Sur son chemin les femmes peuvent parler de l'être aimé, chanter leur amour.

Dans ces conditions, on voit bien pourquoi le marigot ne peut être situé en plein cœur du village, mais *hors* du village. Ce n'est pas un hasard.

Une symbolique des rapports sociaux

Le marigot exprime toute une trame des rapports sociaux entre l'homme et la femme. Aller au marigot est et reste une activité exclusivement féminine. L'action des hommes se limitant à l'entretien de la piste qui y conduit. L'institution du marigot participe de la division sociale du travail au sein de la communauté villageoise : séparation nette du rôle de la femme et de celui de l'homme, séparation de l'enfance (avant l'initiation) et de l'âge adulte.

Dès lors, en installant les pompes en plein cœur du village, sous le regard de toute la communauté, on mettait brutalement fin à des pratiques sociales millénaires, éprouvées, pratiques rituelles mais aussi régulatrices. En installant les pompes, on bâillonnait définitivement la voix de la femme. Concrètement, on lui arrachait la parole pour de bon, et on risquait de faire d'elle une simple "puiseuse d'eau", muette, ne pouvant ni exprimer ses plaintes ni chanter ses amours cachées.

Ainsi donc, l'eau à portée de main est un élément du progrès, mais elle bouscule les rapports sociaux,

fait éclater les repères et crée une crise de conscience chez le paysan. Cette eau potable tant vantée n'est pas neutre, elle n'est pas "transparente". Bien au contraire, elle est l'indice de changements profonds à opérer dans la communauté villageoise.

De ce point de vue, ceux qui ont pensé qu'avec l'eau potable des pompes, nos paysans entreraient dans la modernité n'ont pas tort. Car l'eau potable appelle des ruptures. La pompe n'apporte pas que l'eau mais elle conduit aussi au bouleversement des rapports sociaux, en instaurant une nouvelle culture non encore perçue ni identifiée, donc non maîtrisée. C'est pourquoi les pompes ouvrent sur un profond malaise : elles brisent les anciens repères et en mettent en place de nouveaux, difficilement discernables.

Le refus d'engager des frais pour la réparation des pompes est alors une attitude quasi-unanimement partagée aussi bien par les hommes que par les femmes ; il doit s'analyser comme résistance au changement par un groupe menacé de l'extérieur. Le refus de pourvoir aux frais d'entretien vaut donc refus de voir se bouleverser des rapports et des pratiques millénaires. Mieux, il exprime le refus, pour la communauté, d'adopter l'élément extérieur. Le non-entretien des pompes, par conséquence leur mise hors d'usage, vise alors à restaurer les équilibres perturbés. Alors que si la pompe avait été érigée aux abords du marigot, la communauté ● ● ●

● ● ● villageoise se l'approprierait et consentirait sans hésiter à tous les sacrifices financiers nécessaires à son entretien. Parce qu'une pompe érigée sur les abords du

marigot ne bouleverse pas les habitudes, ne transforme pas les valeurs, mais vaut reconnaissance entière de nos valeurs ancestrales.

faudra pour assurer la "domestication" de ces objets venus de l'extérieur, en leur attribuant soit de nouvelles valeurs, soit de nouvelles fonctions puisées dans le terroir.



Faut-il alors désespérer, dans les conditions actuelles, de l'avenir des pompes villageoises ? Non. Le progrès finira, avec le temps, par s'imposer dans nos campagnes, car au fond ce n'est pas le progrès en lui-même que refusent nos paysans. L'adoption des pompes villageoises, et leur incorporation dans l'univers des paysans exigera du temps, notamment celui qu'il

Les pompes villageoises constituent un champ intéressant pour l'observation et l'analyse du changement social. Elles agissent sur les cadres sociaux, les représentations sociales, et elles induisent des transformations profondes. On a noté ici l'opposition entre les représentations des décideurs et les attentes des paysans, d'où malentendus et malaises.

Il faut toutefois dépasser la vision qui considère les communautés rurales comme passives, repliées sur elles, résistant à tout changement. Bien au contraire, la société rurale a une capacité d'ouverture sur le futur, sur la modernité. Tout le problème est de savoir comment la solliciter.

G. G. Blesson

Alternatives rurales, mode d'emploi

Revue trimestrielle publiée au sein de Peuple et Culture, pilotée par un comité de rédaction qui regroupe des représentants de la commission rurale et de quatre associations*, *Alternatives Rurales* reflète la diversité du réseau rural du mouvement.

Alternatives Rurales explore les chemins de l'expérimentation et de l'innovation en milieu rural, donne la parole à tous les ruraux qui inventent des systèmes de production ou de nouvelles activités en accord avec les transformations de la société moderne, afin que la campagne reste un lieu dynamique de vie et d'échange.

Alternatives Rurales est ouverte à ceux qui, refusant la course à l'argent et l'oubli des

solidarités, sont à la recherche d'un mode de vie plus harmonieux et d'expressions culturelles originales. C'est un outil pour tous ceux qui veulent échanger analyses, réflexions et perspectives sur l'avenir du rural dans la société de demain.

Après le n°64, consacré entre autres à la question du rapport au territoire et au développement local, le n° 65 de cet automne retrace les journées de rencontres et débat organisées par Asfodel à Darbres en septembre dernier. Le n° 66 traitera des loisirs et de la culture en milieu rural, et sortira courant janvier.

Pour commander un n° (33 F port compris) ou s'abonner (100 F/4 n°), s'adresser à *Alternatives Rurales*, 9 rue de la Poste, 38000 Grenoble (chèques à l'ordre de RELIER).

* Accueil Paysan, Asfodel, le CREFAD et RELIER, associations affiliées à l'Union Peuple et Culture.

La réduction du temps de travail sera ce que nous en ferons

Les mutations du travail, et la certitude qu'il nous faut revoir fondamentalement notre manière de concevoir le travail - son contenu, sa forme, son sens, sa place - sont depuis quelques années au cœur du débat et à la croisée des disciplines, économie, sociologie ou philosophie. On ne compte plus les ouvrages, colloques, émissions sur la question. Une des formes d'évolution du travail - la réduction de sa durée - est aujourd'hui un des thèmes vedette de l'actualité : il ne se passe pas une semaine, voire un jour, sans qu'un "grand média" traite des "35 heures".

Un débat passionné mais désincarné

Mais il est navrant de voir, malgré la somme de connaissances et d'analyses pertinentes accumulées sur ce thème, combien le débat est abordé de manière parcellaire, voire supercielle, et le plus souvent polémique. Dans la plupart des cas, en dehors de certaines revues ou structures qui se donnent le temps et les moyens de toucher du doigt la complexité de la question, ce débat est polarisé sur une vision antinomique qui affronte, pour ne pas dire oppose, les tenants de "la compétitivité des entreprises" pour

lesquels les parts de marché et les profits sont les maîtres mots, et les représentants "des conditions des travailleurs" qui s'articulent généralement autour des "revendications de salaires" et du rejet radical et sans nuance de la "flexibilité". Par ailleurs, on parle des "35 heures" ou de la "réduction du temps de travail" comme s'il s'agissait d'un *pack* bien défini aux effets établis.

Ce large débat se trouve ainsi désincarné des aspirations singulières. Et dans cette masse d'informations dont il est envahi, le citoyen a bien des difficultés à trier et se forger un point de vue critique.

Pourquoi alors tant de passion ?

- Le fait que les progrès techniques, technologiques et, aujourd'hui, informationnels, nous permettent de produire de plus en plus avec de moins en moins de travail humain est plutôt une bonne nouvelle. Si ces gains de productivité détruisent des emplois, ils en créent de nouveaux et cette substitution se fait au profit d'une élévation des niveaux de qualification. Si cette évolution des qualifications, qui en soi est encore une bonne nouvelle, est mal acceptée, c'est qu'elle affecte de manière inégalitaire l'employabilité des salariés, au détriment des personnes les moins qualifiées.

- Notre société vit dans une course effrénée à la croissance (le "toujours plus"). Forcément, dans ce contexte, le terme "réduction", a fortiori "partage", sonne faux. Et puisque cette croissance se fonde essentiellement sur l'avoir, l'idée de

réduction renvoie immédiatement à la crainte de perdre ce que l'on a.

- Enfin, notre manière d'aborder un problème par un petit bout de la lorgnette, façon "pré carré", semble héritée de la culture industrielle dominante - le taylorisme, l'organisation scientifique du travail - qui conduit à spécialiser, organiser en filières au lieu de le poser dans sa globalité et, partant, dans sa complexité.

Soyons lucides : on peut critiquer les 35 heures dans leur forme et dans leurs modalités d'application (le recours à la durée légale du travail, par exemple) mais on ne peut nier le mouvement général de réduction du temps de travail : l'éviction progressive du travail humain est une tendance séculaire de nos économies occidentales (nous travaillons aujourd'hui à mi-temps par rapport à nos arrière-grands-parents).

L'enjeu est là aujourd'hui : il ne s'agit pas de dépenser son énergie à être pour ou contre la réduction du temps de travail, elle fait partie des évolutions de la société, au même titre que la mondialisation ou le développement des technologies de l'information et de la communication. Il s'agit bien d'en être partie prenante, de l'accompagner pour faire en sorte qu'elle ne profite pas uniquement aux plus puissants et qu'elle ne génère pas davantage d'inégalités mais qu'elle permette de redonner du sens et de la solidarité. Oui, nous avons bien dit : solidaire. En effet, sans tambours ni trompettes, depuis maintenant plus de quinze ans, une authen- ● ● ●

• • • tique économie solidaire est née et s'installe en complémentarité avec l'économie de marché (entreprises intermédiaires, entreprises d'insertion, systèmes d'échange locaux, jardins de Cocagne, etc.). Des théoriciens l'avaient prédit, elle est là et tisse des liens de confiance, de proximité entre les hommes, elle va bien au-delà des logiques du néo-libéralisme. Elle nous apprend que l'économie dominante n'est plus la religion du siècle à venir.

Risques et atouts de la RTT

La réduction du temps de travail (quelle que soit son ampleur) est une question complexe et multiforme ; les enjeux qu'elle soulève, mais aussi les risques, concernent (peuvent concerner) toutes

les sphères de la société.

• Un enjeu prioritaire : la baisse du chômage. Par réduire le temps de travail, il faut entendre assurer une meilleure répartition de l'emploi au sein de la société ; et, contrairement à certaines idées reçues qui perdurent, il s'agit globalement de travailler autant mais d'être plus nombreux à travailler. L'enjeu ici n'est pas le travail comme un fin en soi mais bien ce à quoi il donne accès (un salaire, une reconnaissance de la société, un lieu de socialisation) et qu'aucune activité d'une autre nature n'est parvenue à elle seule à remplacer à ce jour. Il suffit de mesurer le discrédit moral jeté sur un homme sans emploi... De plus, notre époque continue à articuler étroitement travail et richesse ; mais si le travail crée de la richesse, l'inverse n'est plus vrai : la richesse produite par le travail ne se transforme pas forcément en travail.

Réduire le temps de travail implique inévitablement de se poser la question de la répartition des richesses puisqu'il s'agit de redonner au travail sa fonction de redistribution des richesses, à travers le salaire.

• Dans l'entreprise, on sait, d'après les diverses expériences réalisées, que la réduction du temps de travail peut représenter un levier pour revoir l'organisation du travail et des ressources humaines, voire la stratégie globale, dans le sens d'une meilleure adaptation au marché et d'une plus grande réactivité. Mais cette réforme du système productif peut se faire au prix d'une soumission plus grande des salariés aux exigences de la production (au niveau des rythmes et horaires de travail en particulier). On sait aussi que ce qui compte pour un grand nombre de salariés, ce n'est pas tant la durée du travail mais la possibilité d'en maîtriser la répartition. Ces bouleversements d'organisation peuvent également affecter les relations et le contenu du travail, laissant encore une fois à la marge les personnes les moins aptes à s'adapter aux évolutions ; mais, dans le même temps, à travers un système de formation continue efficace et revalorisé, il serait possible de développer la polyvalence, la capacité à communiquer, la responsabilisation (des évolutions qui, de toute façon, s'avèreront nécessaires dans les années à venir, cf. *Le travail dans vingt ans*, sous la direction de Jean Boissonnat, Odile Jacob, 1995). Sans parler du co-investissement qui, accordant plus de place aux choix personnels des salariés en matière de formation continue, redonnerait une nouvelle jeunesse à la loi de 71 dans son esprit original. On le voit bien, en matière de

AlterErgo

L'objectif du collectif interassociatif AlterErgo - qui regroupe l'*Association pour l'Aménagement du Temps de Travail, Peuple et Culture* et *Savoir & Compétence* - est de créer des espaces collectifs où pourront se préciser les éléments du débat sur la réduction du temps de travail et s'élaborer les pratiques sociales du changement.

Les pistes de développement de son action s'articulent autour de trois types d'interventions proposées aux associations, aux syndicats et aux comités d'entreprise, et conçues pour faciliter l'autoformation :

- des formations-actions de culture générale sur les aspects macro-économiques, sociologiques, psychologiques et culturels de la réduction du temps de travail (formule déjà expérimentée dans le cadre d'une session pour les élus syndicaux du Contrôle Laitier du Morbihan),
- l'animation d'espaces publics à partir de montages de textes, d'apports théo-

riques, de témoignages... (selon une méthode développée par Jean-Claude Lucien et Marcel Giry au CREPS de Châtenay-Malabry),

- des animations ludiques autour d'un jeu sur la réduction du temps de travail qui se veut, à partir d'une mise en situation, un outil de citoyenneté et de débat (en projet de création avec la Maison des Jeux de Grenoble).

En outre, AlterErgo devrait être sollicité par l'OPCA2 (organisme collecteur de formation du secteur de la coopération agricole) pour entreprendre en 1998 :

- l'organisation d'un voyage en Allemagne centré sur l'échange d'expériences en matière de nouvelles organisations du travail,
- une évaluation des effets de la réduction du temps de travail sur les interactions entre l'entreprise et le développement local (au niveau de l'entreprise en tant qu'acteur économique et social d'un territoire, et à travers l'utilisation du temps libre par les salariés).

réduction du temps de travail, le pourquoi et le comment sont déterminants. Tout se joue donc dans la capacité à concilier des intérêts différents, et des exemples montrent que cet exercice ne relève pas de l'impossible.

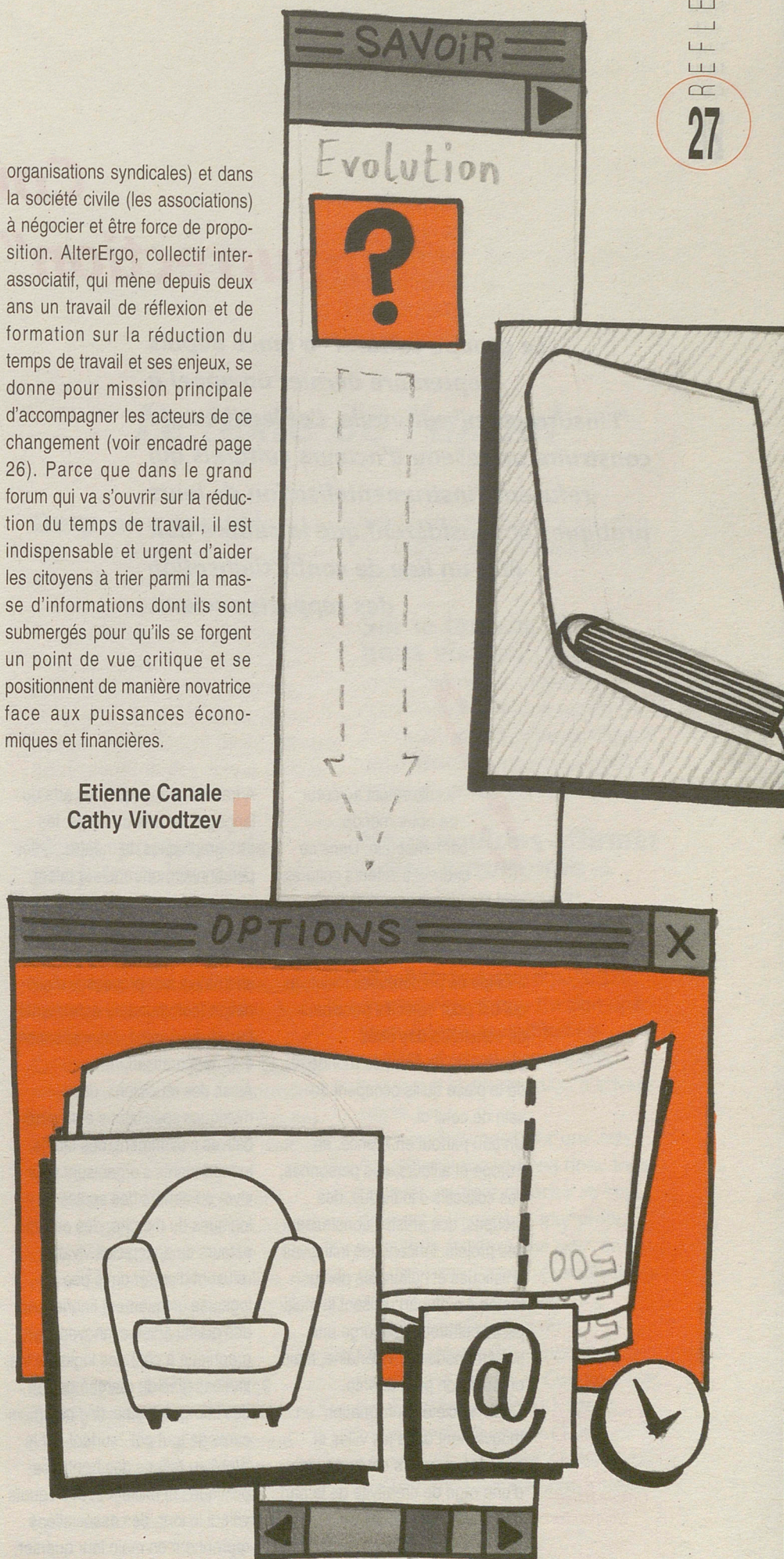
- Au niveau de la société globale, on ne peut manquer de relier, même si ce lien est largement occulté des débats actuels, la réduction du temps de travail et l'utilisation du temps libre dans la sphère sociale, politique et culturelle.

Si l'aspiration au "temps de vivre" prend de l'ampleur aujourd'hui dans la société, il y a également un grand vide face au temps libre. Les individus n'ont pas tous les mêmes capacités, ni les mêmes opportunités (financières, géographiques...) face à l'utilisation de ce temps. Si l'on ne veut pas accroître les inégalités face au temps libre ou renforcer encore la tendance à l'individualisme et au repli dans la sphère privée, il y a nécessité à préparer le cadre du temps libre autrement qu'en termes de consommation de loisirs.

Toutes les activités fondées sur le sens, l'engagement et la relation humaine peuvent avoir un bel avenir. Au risque de paraître idéaliste, penser la réduction du temps de travail en relation avec la crise de l'engagement associatif et politique, les besoins non-satisfaits, notamment en termes d'utilité sociale, culturelle ou écologique, la dévitalisation de certaines zones rurales ou périphéries urbaines, l'échec relatif de la démocratisation culturelle, nous paraît être un enjeu fondamental. Une des conditions de réussite de ce changement réside dans la capacité des citoyens, en particulier de ceux qui sont engagés dans des dynamiques collectives dans le monde de l'entreprise (les

organisations syndicales) et dans la société civile (les associations) à négocier et être force de proposition. AlterErgo, collectif inter-associatif, qui mène depuis deux ans un travail de réflexion et de formation sur la réduction du temps de travail et ses enjeux, se donne pour mission principale d'accompagner les acteurs de ce changement (voir encadré page 26). Parce que dans le grand forum qui va s'ouvrir sur la réduction du temps de travail, il est indispensable et urgent d'aider les citoyens à trier parmi la masse d'informations dont ils sont submergés pour qu'ils se forgent un point de vue critique et se positionnent de manière novatrice face aux puissances économiques et financières.

Etienne Canale
Cathy Vivodtzev



Construisons "l'insurrection" culturelle

Le groupe culturel* a lancé depuis septembre dernier un appel à "l'insurrection" culturelle. L'objectif est de construire un réseau d'acteurs culturels qui refusent l'instrumentalisation de leurs pratiques et considèrent que la culture doit être un lieu de conflictualisation des rapports sociaux.

La culture est au cœur de notre monde contemporain. Dans ce cadre les acteurs culturels sont les fers de lance de la contestation de nos sociétés fragmentées.

Il existe de nombreuses initiatives qui ont pour objectifs principaux de construire des êtres conscients de l'état du monde et de la place qu'ils occupent au sein de celui-ci.

Un peu partout en France, en Europe et ailleurs, des personnes, des collectifs d'individus, des groupes, des artistes construisent des projets, lancent des initiatives artistiques et culturelles percutantes. La plupart utilisent la multiplicité culturelle que forge une société moderne, incertaine, mais en ébullition permanente.

Cette "société d'information" en mouvement dans les villes et dans les quartiers est porteuse d'une rage de créativité de la part d'acteurs assoiffés de vie.

** A l'initiative de
Manuel
Boucher de
Peuple et
Culture Haute-
Normandie.*

A travers la musique, les arts du langage, les arts du corps, les arts graphiques, le théâtre..., des personnes montrent leur talent, mais expriment aussi leur volonté de communiquer, de partager, de résister et ainsi de proposer une alternative aux processus d'aliénation (communauté enfermante, forces du marché, rationalisation et bureaucratisation).

Ainsi, des musiciens, des musiques spécifiques et revendicatives s'expriment, des labels indépendants s'organisent pour vivre en dehors des seules logiques du marché, des organisateurs de spectacles vivants refusent d'entrer dans des logiques uniquement financières, des graffiti artistes innovent l'art graphique à côté des logiques institutionnelles du marché de l'art, des info-graphistes, des communicants de tout poil "surfer sur le Web" au mépris des frontières politiques et militaires, des squats voient le jour, des associations reprennent en main leur quartier,

organisent des repas fraternels et ouverts à tous, etc.

Toutes ces initiatives ont des points communs : favoriser les relations sociales, la convivialité, mais aussi la subversion et le développement du libre arbitre de chacun en valorisant le dynamisme culturel et artistique d'une société multiculturelle.

De la spontanéité à la réflexion organisée

En revanche, la plupart des porteurs de ces projets sont isolés, déchirés entre plusieurs pôles de tension (récupération politicienne, logique financière, moralisation de leur action, institutionnalisation). Par ailleurs, ces acteurs ne voient pas comment transformer leurs luttes parcellaires et spontanées en un rapport de force collectif et organisé.

Il s'agit de nous demander comment créer un "réseau de conscience" opérationnel regroupant diverses initiatives culturelles, artistiques et subversives. Comment conflictualiser les rapports sociaux de chacun en dégageant des axes de lutte communs afin de proposer de nouvelles formes de sociabilité ? Il s'agit de réfléchir et de nous organiser pour que chaque acteur reste libre et indépendant, mais aussi conscient des enjeux et des logiques qui sous-tendent ses actions.

Préserver notre autonomie, "être tous égaux", "tous différents"

nécessite la prise de conscience qu'une mise en commun de nos réflexions, de nos difficultés, de nos atouts est primordiale. En respectant nos intérêts particuliers, faire émerger la conscience de nos intérêts collectifs. Il s'agit de construire un mouvement social, autrement dit des sujets individuels et collectifs capables de lutter contre le règne du marché et de la communauté.

Face à la désocialisation, Peuple et Culture veut donc socialiser une culture de résistance¹ et de proposition, c'est-à-dire construire un cadre d'analyse et de communication susceptible de développer nos capacités d'action autour des valeurs de l'éducation populaire² : la tolérance, le respect des personnes et des différences, la construction de l'émancipation des individus.

Manuel Boucher

1 - Le terme de résistance peut aussi renvoyer au refus de tout changement et, par conséquent, l'exclusion de tout ce qui est différent, ce qui n'est pas du tout notre propos. Il s'agit au contraire, pour nous, de contester en affirmant reconstruire un espace politique favorisant un mouvement de communication entre les personnes et les cultures.

2 - Les valeurs de l'éducation populaire peuvent finalement se regrouper autour de ces trois mots : liberté, égalité, fraternité (slogan abondamment réapproprié et dénaturé par les ennemis de ces mêmes valeurs).

Le texte de l'appel

Dans un contexte marqué par la globalisation (augmentation du commerce mondial, développement des entreprises transnationales, des échanges financiers, des économies émergentes, de la société d'information) et la décentralisation, les acteurs culturels sont confrontés à des logiques et des enjeux contradictoires.

Nous, porteurs de projets culturels,

sommes déchirés entre plusieurs pôles de tension : des logiques financières, des récupérations politiques, une tentative d'institutionnalisation, de pacification et de moralisation de nos actions. Concrètement, il n'est pas toujours possible de résister à l'instrumentalisation, il n'est pas non plus toujours facile de préserver le sens de nos actions.

Conscients de cet éclatement, nous proposons de construire des cadres d'action facilitant l'équilibre entre des valeurs universelles, nos mémoires individuelles et collectives et notre subjectivité.

Comme acteurs et citoyens,

nous refusons la soumission d'où qu'elle vienne. Nous refusons la loi des flux, des marchés, des capitaux et des logiques de pouvoir qui conduit

inévitavelmente vers la domination, la marginalité, la disqualification et le racisme.

Sur le terrain, là où nous vivons,

à travers la multiplicité de nos expériences, nous voulons bâtir une société respectueuse des identités de chacun, des différences, mais aussi porteuse d'une conscience collective.

Nous voulons affirmer notre autonomie

en construisant un réseau de conscience capable de définir un projet de société autour des valeurs de l'éducation populaire, en créant un réseau d'action opérationnel ayant pour objectif la conflictualisation des rapports sociaux et la construction d'acteurs sujets.

Trois rendez-vous pour une action concrète. Nous invitons donc tous ceux qui veulent réfléchir au sens de leurs pratiques et leur proposons trois rendez-vous pour analyser nos expériences respectives en vue de définir ensemble une action collective concrète.

Dates à retenir (les rencontres se tiendront à Peuple et Culture - 108 rue Saint Maur - 75011 Paris) :

- le samedi 10 janvier (10h - 17h)
- le samedi 14 février (10h - 17h)
- le samedi 14 mars (10h - 17h).

Le dossier des OEM

"Les Ouvriers de l'entraînement mental : récit et travaux d'une première étape, de février 1996 à juillet 1997", un rapport de 90 pages qui intéressera toutes celles et ceux qui ont à cœur de participer à l'actualisation et à la promotion de l'entraînement mental. Il sera demandé au lecteur d'adresser en retour une note personnelle de réaction, de propositions. Ce rapport est disponible sur commande à l'Union Peuple et Culture.

Forum emploi en milieu rural

Le 2 décembre, Peuple et Culture était co-organisateur, avec 5 autres associations membres du Celavar, d'un séminaire auquel ont participé 120 personnes venues des territoires ruraux. Plusieurs représentants d'administrations centrales françaises et de l'Union Européenne étaient également là. Il s'agissait de présenter les travaux de capitalisation d'expériences en cours dans les réseaux associatifs sur le thème : "Mutations de l'emploi en milieu rural : contributions des associations". Avec les associations du réseau rural, Peuple et Culture est co-auteur de deux publications en cours de parution (à commander à Peuple et Culture) :

- "Parcours d'accès à l'emploi en synergie avec le développement rural" : des repères pour l'action à partir d'une rétrospective sur 7 ans d'expériences, de dispositifs, de programmes, relevés sur 12 sites.
- "Promotion de l'auto-emploi

en milieu rural : guide méthodologique". Une vingtaine de fiches *territoire, projet et concept* sont au cœur de ce guide, qui sera utile pour comprendre comment tresser des synergies entre porteurs de projets et territoire.

Stages EM

Des stages de formation de base à l'Entraînement mental :

- du 19 au 23 janvier, à l'Union Peuple et Culture,
 - du 29 juin au 3 juillet en Gironde, organisé en partenariat avec l'ANREL.
- L'Union Peuple et Culture peut vous renseigner sur d'autres initiatives de formation. Un stage "Hypertexte, autoformation et entraînement mental" est en préparation (6 jours en deux sessions) : du 6 au 8 avril et du 13 au 15 mai 1998. Renseignements à l'Union Peuple et Culture.

Séminaire Aristée

"Culture et développement local en milieu rural", c'est le titre du séminaire qui s'est tenu les 27 et 28 octobre à Louchy-sur-Allier. Cent vingt personnes se retrouvaient ainsi dans le cadre de l'un des ateliers d'Aristée, programme interassociatif de recherche-action sur les évolutions des métiers d'animateurs associatifs en milieu rural. La Fédération Départementale des Foyers Ruraux et, côté Peuple et Culture, le Crefad, en étaient les organisateurs. Pour Peuple et Culture, ce séminaire prolonge et actualise le colloque qui

s'était tenu à Tulle sur ce thème en octobre 1992. Les Actes de ce séminaire seront disponibles au printemps.

Du côté des livres

Callaghan prend les commandes, ce polar palpitant pour tous, en particulier pour les jeunes adolescents, vous fera sillonner Paris en mobylette... Et pourtant, Bruno Sergent, l'un des deux auteurs de cet ouvrage d'inspiration très urbaine, est formateur en milieu rural, dans l'équipe d'Asfodel... Si vous souhaitez en parler avec Bruno, découvrir comment, lui et un vieux copain d'enfance, écrivent des romans policiers à deux, contactez-le à Asfodel, vous irez plus vite qu'en passant par l'éditeur ! (Ed. Gallimard Folio junior, 1997).

Les rencontres de Relier

Les rencontres du réseau Relier auront lieu à Die, dans la Drôme, les 2 et 3 février 98. Elles sont organisées en partenariat avec l'association Jeunes Agriculteurs en Diois, et l'on y débattrà des - toujours difficiles - parcours d'installation en milieu rural : statut, accès au foncier, accès au marché... La quête exigeante d'un milieu rural plus solidaire et d'une harmonie active entre projet de vie et projet professionnel rassemblera des militants ruraux venus des quatre coins du territoire.

Internet

Le réseau Internet suscite débats et projets dans Peuple et Culture. Plusieurs associations s'en saisissent déjà : l'Ifad de Ganges (PEC Languedoc-Roussillon) anime un site Web visant à rassembler et valoriser les ressources locales du territoire (autour de l'emploi, du tourisme, de la formation...); toujours en Languedoc-Roussillon, à l'Ifad Institut, il s'agit d'offrir l'accès à des informations dans le domaine de la formation (stages, y compris à l'étranger, emplois, ressources...); à Peuple et Culture Corrèze, un atelier de pratique et de réflexion sur Internet, selon une formule expérimentée il y a deux ans, devrait être mis en place prochainement; des adhérents corréziens animent par ailleurs un site orienté vers l'émergence d'actions citoyennes de résistance; le Crefad propose une appropriation de l'outil Internet dans le cadre d'un atelier informatique et de stages internationaux sur les nouvelles technologies; enfin, le secteur des échanges internationaux de Peuple et Culture dispose de pages de présentation de ses activités sur le site de l'OFAJ. Plus globalement, Peuple et Culture étudie actuellement les conditions et les atouts d'un engagement collectif dans Internet, dans un double objectif: utiliser cet outil au service de la communication interne et externe, et envisager les possibilités qu'offrent ces nouvelles technologies en matière d'accès aux savoirs et d'échanges éducatifs et culturels. D'ores et déjà, l'Union Peuple et Culture est joignable sur le Net à l'adresse suivante: unionpec@imagnet.fr.

Salut Fred Thébaud !

En ce bel automne 1997, nous avons appris le décès de Fred Thébaud ! Un arrêt cardiaque pendant qu'il taillait les arbres de son jardin face aux Salines de Guérande où il habitait depuis son départ à la retraite. Avec lui disparaît un militant d'éducation populaire, un animateur passionné, un créateur social.

Nommé instituteur à 20 ans, Fred est aussitôt mobilisé et prisonnier durant 5 ans. Revenu à la vie active, il devient par les Auberges de la Jeunesse un militant internationaliste désireux de favoriser la rencontre des hommes par un langage universel, l'espéranto. Au cours d'une Université d'Été à Houlgate, il rencontre Joffre Dumazedier et Bénigno Cacérès et désormais, il sera l'un des piliers des journées d'Houlgate où il assimile les méthodes et les contenus spécifiques du mouvement. Il s'installe avec sa compagne Paule et crée Peuple et Culture Nord/Pas-de-Calais où très rapidement, avec de jeunes militants, il constitue un groupe solidement enraciné auprès des syndicats et partis ouvriers. Et, en même temps, il crée un courant d'échanges avec les milieux universitaires.

Fred Thébaud était aussi un animateur passionné. Avec Paule, il n'a cessé d'animer des séances de ciné-clubs et des clubs de lecture... et d'utiliser la méthode de l'entraînement mental pour conduire la discussion.

Durant les Universités d'Été, "le ciné-club de Fred" faisait partie des rendez-vous annuels d'un courant qui a été porté, entre autres, par André Bazin, Alain Resnais, Chris Marker... et Dominique Païni. « Le cinéma est un regard jeté sur le monde pour qu'il s'accorde à nos désirs... », disait Bazin.

Fred savait aussi créer un climat d'échanges et participer activement aux modes d'intervention innovante. En particulier l'opération de promotion collective de Sallaumine-Noyelles et de Valenciennes doit beaucoup, pour ne pas dire l'essentiel, à l'équipe de Peuple et Culture Nord qui s'était constituée autour de Fred Thébaud et Gérard Mlékuz... et aujourd'hui, à l'heure où émerge la notion de "pays" comme unité rationnelle pour l'aménagement du territoire, nous retrouvons la fécondité d'une approche qui avait concilié la formation professionnelle, l'expression de l'identité du territoire et la création esthétique.

Salut Fred ! Ton rayonnement et ta force de conviction seront toujours l'exemple des valeurs qui fondent une existence au service de l'éducation populaire...

Jean-François Chosson

108-110 rue Saint Maur
75011 Paris
Tél. : 01 49 29 42 80
Télécopie : 01 43 57 62 42

Associations adhérentes :

- **Peuple et Culture Allier**

BP 422 - 03107 Montluçon cedex
Tél. : 04 70 03 94 07 - Télécopie : 04 70 28 54 44

- **Peuple et Culture Corrèze**

rue Louis Mie - 19000 Tulle
Tél. : 05 55 26 32 25 - Télécopie : 05 55 26 88 95

- **Peuple et Culture Haute-Normandie**

2 rue Saint Gorgon - BP 5 - 76380 Canteleu
Tél. : 02 32 83 35 77 - Télécopie : 02 32 83 35 78

- **Peuple et Culture Languedoc-Roussillon**

6 rue du Clos René - 34000 Montpellier
Tél. : 04 67 92 12 80 - Télécopie : 04 67 92 41 13

- **Peuple et Culture Loire-Atlantique**

3 rue de Rieux - 44000 Nantes
Tél. : 02 40 48 42 37 - Télécopie : 02 40 48 42 61

- **Peuple et Culture Puy-de-Dôme**

3 rue Gaultier de Biauzat - 63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 36 05 36 - Télécopie : 04 73 36 38 36

- **Peuple et Culture Tarn et Garonne**

Ancien Collège, Maison de la Culture - 82000 Montauban
Tél. : 05 63 63 11 31

Associations affiliées :

- **Accueil Paysan**

9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 87 73 75 - Télécopie : 04 76 87 73 21

- **Asfodel**

Le Pradel - 07170 Mirabel
Tél. : 04 75 36 74 34 - Télécopie : 04 75 36 76 02

- **Association pour la création
de Peuple et Culture en Rhône-Alpes**

C/O Gérard Chagniel,
170 galerie Arlequin - Apt. 8419 - 38100 Grenoble

- **Association pour la création
de Peuple et Culture 29**

4 rue Augustin Morvan - 29200 Brest
Tél. : 02 98 82 54 - Télécopie : 02 98 00 82 44

- **CREFAD**

9 rue Sous les Augustins - 63000 Clermont-Ferrand
Tél. : 04 73 31 50 45 - Télécopie : 04 73 31 15 26

- **Maison des Jeux**

9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 43 28 36 - Télécopie : 04 76 43 43 07

- **Relier**

9 rue de la Poste - 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 87 73 75
Télécopie : 04 76 87 73 21

Les IFAD de PEC Languedoc-Roussillon

- **Ifad Institut :**

18 Av. de Maurin - 34000 Montpellier
Tél. : 04 67 92 30 36 - Télécopie : 04 67 92 50 44

- **Ifad Espérazza**

Place Elie Sermet - Zone artisanale - BP 46
11260 Espérazza
Tél. : 04 68 74 28 84 - Télécopie : 04 68 74 25 55

- **Ifad Ganges**

Maison de l'Entreprise - Place Jules Ferry - 34190 Ganges
Tél. : 04 67 73 64 05 - Télécopie : 04 67 73 58 83

- **Ifad Lodève-Gignac**

10 bis rue de la Sous Préfecture - 34700 Lodève
Tél. : 04 67 44 10 66 - Télécopie : 04 67 44 25 12

- **Ifad Nîmes**

36 rue Florian - 30000 Nîmes
Tél. : 04 66 23 23 45 - Télécopie : 04 66 23 20 54

- **Ifad Paillade**

Cité Uranus - Apt 546 - rue de Bari
34080 Montpellier
Tél. : 04 67 45 51 10
Télécopie : 04 67 03 41 69